Proclamation du Führer au peuple allemand et Note du Ministère des Affaires Étrangères au Gouvernement soviétique, avec annexes.

Proclamation du Führer
au peuple allemand

Peuple allemand!

Nationaux-socialistes!

Accablé par de graves soucis, condamné durant de longs mois au silence, l'heure est enfin venue où je puis parler ouvertement.

Lorsque, le 3 septembre 1939, le Reich allemand reçut la déclaration de guerre de l'Angleterre, on vit se répéter la tentative anglaise de faire échouer le début d'une consolidation de l'Europe et, par suite, de l'essor européen, par la lutte contre la puissance momentanément la plus forte sur le continent.

C'est ainsi que l'Angleterre a ruiné jadis l'Espagne par de nombreuses guerres.

C'est ainsi qu'elle a mené ses guerres contre la Hollande.

Et, plus tard, c'est ainsi, qu'avec l'aide de toute l'Europe, elle a combattu la France.

C'est ainsi également qu'au tournant du siècle elle a commencé l'encerclement de l'ancien Empire allemand et la guerre mondiale, en 1914.

C'est seulement par suite de sa désunion intérieure que l'Allemagne a succombé en 1918.

Les conséquences furent terribles.

Après avoir déclaré d'abord hypocritement qu'on avait seulement combattu contre l'empereur et son régime, on commença, après que l'armée allemande eut déposé les armes, à anéantir systématiquement le Reich allemand. Un homme d'Etat français avait dit qu'il y avait en Allemagne 20 millions d'hommes de trop, c'est-à-dire 20 millions d'hommes qui devaient être supprimés par la famine, les maladies ou l'émigration. Ces prédictions semblaient se réaliser à la lettre. C'est alors que le mouvement national-socialiste commença son œuvre d'unification du peuple allemand et préluda, de la sorte, au nouvel essor du Reich.

Ce nouveau redressement de notre peuple enfin sorti de la détresse, de la misère et d'un honteux mépris, s'opérait à la faveur d'une régénération intérieure.

L'Angleterre notamment ne s'en trouvait aucunement touchée, voire menacée.

Néanmoins, la nouvelle politique d'encerclement de l'Allemagne, politique remplie de haine, fut aussitôt reprise.

A l'intérieur et à l'extérieur du pays se forma ce complot, que nous connaissons, entre Juifs et démocrates, bolchévistes et réactionnaires, dans l'unique but d'empêcher que se constituât le nouvel Etat démocratique allemand et de replonger le Reich dans l'impuissance et la misère.

La participation aux biens de ce monde fut contestée, voire atteignit avec nous ces peuples qui, également oubliés par la fortune, étaient obligés de gagner leur pain quotidier dans une lutte des plus dures pour l'existence.

La participation aux biens de ce monde fut contestée, voire formellement interdite, notamment à l'Italie et au Japon, tout comme à l'Allemagne. L'union de ces nations ne constituait donc qu'un acte d'autoprotection contre l'égoïste coalition mondiale de la richesse et de la puissance, qui les menaçait.

Dès 1936, suivant les dépositions faites par le général américain Wood devant une commission de la Chambre des représentants des Etats-Unis, Churchill a déclaré que l'Allemagne devenait de nouveau trop puissante et, par conséquent, devait être anéantie.

Dans l'été de 1939, l'Angleterre trouva le moment venu de pouvoir recommencer l'œuvre d'anéantissement projetée en reprenant contre l'Allemagne une politique d'encerclement de vaste envergure.

Le système de la campagne de mensonges organisée à cet effet consistait tout comme avant la guerre mondiale à représenter d'autres peuples comme menacés, à les capter d'abord par des promesses de garantie et d'assistance de la part de l'Angleterre, puis à les faire marcher contre l'Allemagne.

C'est ainsi que l'Angleterre réussit, de mai à août 1939, à lancer à travers la monde l'affirmation que la Lithuanie l'Esthonie, la Lettonie, la Finlande, la Bessarabie, ainsi que l'Ukraine étaient directement menacées par l'Allemagne. Une partie de ces Etats se laissèrent induire par là à accepter la promesse de garantie jointe à ces allégations et passèrent ainsi dans le nouveau front d'encerclement formé contre l'Allemagne.

Dans ces circonstances, j'ai cru pouvoir, devant ma conscience et l'histoire du peuple allemand, non seulement assurer à ces pays et à leurs gouvernements que les dires de l'Angleterre étaient faux, mais, en outre, calmer tout particulièrement la plus forte puissance de l'Est par des déclarations solennelles relatives aux limites de nos intérêts

Nationaux-socialistes !

Vous avez tous senti, alors, que cette démarche avait été amère et dure pour moi. Jamais le peuple allemand n'a éprouvé de sentiments hostiles à l'égard des peuples de la Russie. Mais, depuis plus de deux décades, la clique dirigeante judéo-bolchéviste s'est efforcée, de Moscou, de mettre en feu non seulement l'Allemagne, mais l'Europe tout entière. L'Allemagne n'a jamais tenté, de propager son idéologie nationale-socialiste en Russie, alors que les dirigeants juifs et bolchévistes à Moscou n'ont cessé de vouloir imposer leur domination à notre peuple et aux autres peuples de l'Europe, et cela non seulement dans le domaine spirituel, mais surtout par la contrainte et par la force des armes.

L'activité de ce régime n'a abouti, dans tous les pays, qu'au chaos, à la misère et à la famine. Par contre, depuis vingt ans, je me suis efforcé d'établir un nouvel ordre socialiste en Allemagne, avec un minimum de réformes et sans détruire notre production, ordre nouveau qui, non seulement, a mis fin au chômage, mais a aussi fait participer de plus en plus largement l'homme qui travaille au résultat de son labeur.

Les succès de cette politique de réorganisation économique et sociale de notre peuple, dont le but suprême est, en surmontant systématiquement les antagonismes de milieux et de classes, d'atteindre à l'objectif d'une véritable communauté populaire, sont uniques dans le monde.

Ce fut donc pour moi une pénible décision que celle d'envoyer, en août 1939, mon ministre à Moscou pour essayer de contrecarrer la politique anglaise d'encerclement de l'Allemagne.

Je n'ai agi que par sentiment de ma propre responsabilité envers le peuple allemand, mais surtout animé de l'espoir de pouvoir finalement créer une détente durable et réduire le nombre des victimes que nous aurions peut-être eu, autrement, à déplorer.

Tandis que l'Allemagne assurait solennellement à Moscou que les territoires et les pays en question — excepté la Lithuanie — restaient en dehors de la zone de tous les intérêts politiques allemands, un arrangement spécial était encore conclu pour le cas où l'Angleterre réussirait à précipiter effectivement la Pologne dans la guerre. Ici encore, les revendications allemandes furent limitées dans une

mesure qui n'était nullement proportionnée aux exploits de nos armées.

Nationaux-socialistes !

Les conséquences de ce traité, souhaité par moi et conclu dans l'intérêt du peuple allemand, étaient particulièrement pénibles pour les Allemands vivant dans les pays en question.

Plus d'un demi-million d'Allemands — tous petits paysans, artisans et ouvriers — furent contraints de quitter presque du jour au lendemain leur ancienne patrie, afin d'échapper à un régime nouveau qui les menaçait tout d'abord d'une misère sans bornes et, à une échéance plus ou moins reculée, de l'extermination totale.

Malgré cela, des milliers d'Allemands sont disparus ! Il fut impossible de jamais rien apprendre sur leur sort ni même sur leur séjour. Parmi eux se trouvent plus de 160 hommes possédant la nationalité allemande.

J'ai gardé le silence sur tout cela parce qu'il me fallait garder ce silence ! Je désirais, en effet, arriver à une détente définitive et, si possible, à une entente durable avec cet Etat.

Déjà pendant notre avance en Pologne, les chefs soviétiques revendiquèrent soudain la Lithuanie, contrairement au traité conclu.

Le Reich allemand n'a jamais eu l'intention d'occuper la Lithuanie, non seulement il n'a jamais fait de proposition semblable au Gouvernement lithuanien, mais il a repoussé, comme ne répondant pas aux buts de la politique allemande, une demande du Gouvernement lithuanien d'alors réclamant l'envoi de troupes allemandes en Lithuanie.

Toutefois, je cédai encore à cette nouvelle exigence russe. Mais ce ne fut là que le début d'une série continue de nouvelles tentatives de chantage.

La victoire de Pologne, remportée exclusivement par des troupes allemandes, m'a fourni l'occasion d'adresser une nouvelle offre de paix aux Puissances occidentales. Les fauteurs de guerre internationaux et juifs firent échouer cette tentative.

Cet échec était dû, dès cette époque, à l'Angleterre qui nourrissait toujours l'espoir de pouvoir mobiliser contre l'Allemagne une coalition européenne comprenant les Balkans et la Russie soviétique.

C'est dans ces conditions que l'on se décida à Londres à envoyer comme ambassadeur à Moscou Mister Cripps. Il fut chargé de la mission bien définie de reprendre à tout prix et de développer dans le sens voulu par l'Angleterre les relations anglo-russes. La presse anglaise parla du progrès de cette mission tant que des raisons d'ordre tactique ne l'obligèrent pas à garder le silence.

Les premiers effets se firent effectivement sentir en automne 1939 et au printemps 1940. Tandis que la Russie procédait à l'asservissement non seulement de la Finlande mais, en outre, des Pays baltes, elle motivait soudain cette action par l'allégation aussi fausse que ridicule qu'il lui fallait protéger ces pays contre une menace étrangère, voire même devancer cette menace.

Il ne pouvait s'agir que de l'Allemagne. Car aucune autre puissance ne pouvait ni pénétrer dans les territoires de la Baltique, ni y faire la guerre. Malgré cela il me fallut garder le silence. Mais les potentats du Kremlin ne s'en tinrent pas là.

Tandis qu'au printemps 1940, et conformément au pacte dit d'amitié, l'Allemagne retirait ses troupes loin de la frontière orientale et même évacuait militairement la majeure partie de ces territoires, il se produisait dès cet instant un déploiement de forces armées russes qui, étant donnée son ampleur, ne pouvait être interprété que comme une menace consciente à l'adresse de l'Allemagne.

Selon une déclaration faite personnellement par M. Molotow, 22 divisions russes se trouvaient, déjà en 1940, dans les Pays baltes.

Etant donné que le Gouvernement russe lui-même prétendait toujours qu'il avait reçu un appel de la population de ces pays, le but de leur présence sur le territoire de ceux-ci ne pouvait être que d'organiser une démonstration à l'adresse de l'Allemagne.

Alors que, à l'Ouest, nos soldats avaient brisé la puissance franco-anglaise dès le 10 mai 1940, le déploiement des forces russes sur notre front oriental prenait des proportions toujours plus menaçantes.

En conséquence, je crus, à partir d'août 1940, que, dans l'intérêt du Reich, je ne pouvais plus prendre la responsabilité de laisser sans protection, en face de ce formidable déploiement des divisions bolchéviques, nos provinces orientales, si souvent ravagées.

Il se produisit alors un résultat visé par la collaboration anglo-soviétique, **l'immobilisation à l'Est de forces allemandes si importantes que, particulièrement au point de vue aérien, les chefs allemands ne pouvaient plus répondre d'un achèvement radical de la guerre à l'Ouest.**

Cela ne correspondait pas seulement au but de la politique britannique, mais aussi à celui de la politique soviétique. Car l'Angleterre, ainsi que la Russie soviétique, ont l'intention de prolonger la guerre aussi longtemps que possible afin d'affaiblir l'Europe entière et de la réduire à une impuissance toujours plus complète.

La dangereuse attaque de la Russie contre la Roumanie devait également ne servir, en fin de compte, qu'à mettre la main sur une base importante non seulement de la vie économique allemande, mais de celle de toute l'Europe ou, éventuellement tout au moins, de la détruire. Or, le Reich allemand s'est précisément efforcé depuis 1933 avec une patience infinie de se faire des Etats sud-est européens des partenaire commerciaux. Nous avions le plus grand intérêt à leur consolidation en tant qu'Etats et à l'établissement de l'ordre intérieur dans ces pays. L'irruption de la Russie en Roumanie et la liaison de la Grèce à l'Angleterre menaçaient également de transformer en peu de temps ces territoires en un champ de guerre général.

Contrairement à nos principes et à nos usages, je cédai à une prière instante, et je conseillai au Gouvernement roumain d'alors d'obtempérer à l'extorsion russe et d'abandonner la Bessarabie.

Mais le Gouvernement roumain ne crut pouvoir faire accepter cette concession à son peuple qu'à la condition qu'en dédommagement l'Allemagne et l'Italie lui donneraient au moins la garantie que l'on ne ravirait plus rien au reste de la Roumanie.

J'ai fait cela le cœur serré. Déjà et avant tout pour cette raison que, lorsque le Reich allemand donne une garantie, cela veut dire aussi qu'il en accepte la responsabilité. Nous ne sommes, en effet, ni des Anglais ni des Juifs.

Je crus ainsi, à la dernière heure, avoir servi la cause de la paix dans ce domaine, encore qu'au prix d'une obligation grave. Mais pour résoudre ce problème d'une manière définitive et tirer également au clair l'attitude de la Russie envers le Reich, ainsi que sous la pression de la mobilisation qui s'accentuait chaque jour à notre frontière de l'Est, j'ai invité M. Molotow à venir à Berlin.

Le Ministre des Affaires Etrangères soviétique demanda alors à l'Allemagne de se prononcer sur les quatre questions suivantes et, éventuellement, de se rallier au point de vue russe.

1ère question de M. Molotow:

La garantie allemande accordée à la Roumanie serait-elle dirigée également contre l'U.R.S.S. dans le cas d'une attaque de la Roumanie par cette dernière ?

Ma réponse :

La garantie de l'Allemagne est une garantie générale et qui l'engage sans réserve. Mais la Russie ne nous a pas déclaré avoir, en dehors de la Bessarabie, d'autres intérêts en Roumanie. L'occupation du nord de la Bucovine fut déjà une infraction à cette assurance. Je ne croyais donc pas que la Russie pût, dès lors, avoir, tout à coup, sur la Roumanie des visées dépassant celle-là.

2ème question de M. Molotow :

La Russie se sent de nouveau menacée par la Finlande. La Russie est résolue à ne pas tolérer cette menace. L'Allemagne est-elle prête à n'accorder aucun appui à la Finlande et surtout à rappeler immédiatement les troupes allemandes en route vers Kirkenes pour la relève ?

Ma réponse :

L'Allemagne n'a maintenant, pas plus que par le passé, aucun intérêt politique en Finlande. Mais le Gouvernement du Reich allemand ne pourrait plus considérer comme admissible une nouvelle guerre de la Russie contre le petit peuple finnois, d'autant plus que nous ne pourrions jamais croire à une menace dirigée contre la Russie par la Finlande. Mais nous ne voulions point que la mer Baltique redevînt un champ d'opérations.

3ème question de M. Molotow :

L'Allemagne est-elle prête à consentir à ce que la Russie soviétique donne de son côté une garantie à la Bulgarie et envoie à cet effet des troupes soviétiques dans ce pays. A cette occasion M. Molotow tint à déclarer que la Russie n'avait pas en cette occurence l'intention de détrôner le roi.

Ma réponse :

La Bulgarie est un Etat souverain, et je ne sache pas que la Bulgarie ait même demandé une garantie à l'U.R.S.S., comme

la Roumanie à l'Allemagne. Je devrais en outre conférer à ce sujet avec mes alliés.

4ème question de M. Molotow :

L'U.R.S.S. a absolument besoin d'un passage libre par les Dardanelles et veut en outre, pour assurer sa protection, occuper quelques bases importantes aux Dardanelles ou au Bosphore. L'Allemagne est-elle, ou non, d'accord sur ce point ?

Ma réponse :

L'Allemagne est en tout temps prête à consentir à une modification du statut de Montreux en faveur des Etats de la Mer Noire. L'Allemagne n'est pas disposée à consentir à la prise de possession par la Russie de bases sur les détroits.

Nationaux-socialistes !

J'ai pris ici la seule attitude que pouvais prendre en ma qualité de Führer responsable du Reich allemand, mais aussi en tant que représentant conscient et responsable de la culture et de la civilisation européennes.

La conséquence en fut une intensification de l'activité soviétique contre le Reich, mais surtout le déclenchement immédiat d'un « noyautage » du nouvel Etat roumain et la tentative, faite par la propagande russe de renverser le gouvernement bulgare.

A l'aide d'écervelés de la Légion roumaine, on réussit en Roumanie à monter un coup d'Etat dont le but était de renverser le chef du Gouvernement, le général Antonesco, et de provoquer dans le pays un état chaotique, pour éliminer, par la suppression d'une autorité légale, la condition de l'entrée en vigueur de la promesse de garantie allemande.

J'estimais cependant, malgré tout, que mieux valait encore garder le silence.

Immédiatement après l'échec de cette entreprise, les troupes russes concentrées à la frontière orientale de l'Allemagne furent de nouveau renforcées. Formations blindées et troupes de parachutistes furent transférées en nombre croissant à une proximité menaçante de la frontière allemande. Notre armée et le Pays savent parfaitement qu'il y a peu de semaines encore il n'y avait pas à notre

frontière de l'Est une seule division blindée, non plus qu'une seule division motorisée.

Mais s'il avait fallu une preuve suprême de la coalition formée entretemps entre l'Angleterre et la Russie des Soviets, le conflit yougoslave nous l'aurait fournie, en dépit de tous les subterfuges et de tous les camouflages.

Tandis que je m'efforçais de faire une dernière tentative pour pacifier les Balkans et qu'en une collaboration pleine de compréhension avec le Duce j'invitais la Yougoslavie à adhérer au Pacte tripartite, l'Angleterre et la Russie des Soviets unissant leurs menées organisaient ce coup de main qui, en une nuit, balayait le Gouvernement d'alors prêt à s'entendre avec nous. Car on peut aujourd'hui dire au peuple allemand que le coup d'Etat serbe dirigé contre l'Allemagne n'eut pas lieu uniquement sous les couleurs anglaises, puisqu'il s'accomplit surtout sous l'égide de la Russie des Soviets. Et comme nous nous tûmes également alors à cet égard, le Gouvernement soviétique fit un pas de plus. **Non content d'organiser le coup de force, il conclut quelques jours plus tard avec les nouvelles créatures à sa dévotion le pacte d'amitié bien connu destiné à affermir les Serbes dans leur volonté de résister à la pacification des Balkans et à les exciter contre l'Allemagne.** Et cette intention n'était nullement platonique, car

Moscou exigeait la mobilisation de l'armée serbe.

Et, comme alors encore je croyais qu'il valait mieux se tenir coi, les dirigeants du Kremlin allèrent encore plus loin :

Le Gouvernement du Reich a aujourd'hui en main des documents prouvant que la Russie, pour entraîner définitivement la Serbie dans la lutte, promit ferme de livrer via Salonique armes, avions, munitions ainsi que tout genre de matériel de guerre contre l'Allemagne.

Et cela eut lieu presque au moment où je conseillais moi-même au Dr. Matsuoka, Ministre des Affaires Etrangères du Japon, de chercher à amener une détente avec la Russie, cela toujours dans l'espoir de favoriser ainsi la conservation de la paix.

Seule la percée rapide en direction de Skoplje de nos incomparables divisions ainsi que la prise de Salonique elle-même déjouèrent les intentions de ce complot anglo saxon-soviétique. Mais les officiers aviateurs serbes s'enfuirent en Russie où ils furent immédiatement accueillis en alliés. **La vic-**

toire des Puissances de l'Axe dans les Balkans a seule tout d'abord fait échouer le plan qui consistait à empêtrer cet été l'Allemagne dans des combats se prolongeant pendant des mois au Sud-Est et entretemps à parachever de plus en plus la concentration des armées russes, à mettre au point leur préparation, pour, de concert avec l'Angleterre et avec l'appui des livraisons américaines espérées, être à même d'étouffer et d'écraser le Reich et l'Italie.

Par là Moscou a non seulement violé les arrangements de notre pacte d'amitié, il les a de plus trahis de façon pitoyable. Et tout cela tandis que les dirigeants du Kremlin jusqu'à la dernière minute, absolument comme dans le cas de la Finlande ou de la Roumanie, feignaient hypocritement à l'égard du dehors d'être tout à la paix et tout à l'amitié et rédigeaient des démentis d'apparence innocente.

Mais si jusqu'à présent les circonstances m'ont contraint de toujours me taire, le moment est cependant venu où prolonger l'attente constituerait non seulement un péché d'omission, mais encore un crime contre le peuple allemand et même contre l'Europe entière.

Il y a aujourd'hui à notre frontière environs 160 divisions russes. Il y a des semaines que cette frontière ne cesse d'être violée, non seulement la nôtre proprement dite, mais encore celle du lointain septentrion comme celle de la Roumanie. Les aviateurs russes se font avec la plus parfaite insouciance un plaisir de ne pas tenir compte de ces frontières sans doute pour nous prouver qu'ils se sentent déjà les maîtres de ces territoires. Dans la nuit du 17 au 18 juin, des patrouilles russes ont de nouveau cherché le contact dans le territoire du Reich et n'ont pu être refoulées qu'après un échange de coups de feu prolongé. L'heure est donc venue où il est nécessaire de s'élever contre ce complot des bellicistes judéo-anglo saxons et de la clique dirigeante de l'Office central du bolchévisme de Moscou, également juive.

Peuple allemand !

En ce moment s'accomplit un mouvement de forces dont l'étendue et l'ampleur dépassent tout ce que l'univers a vu jusqu'ici. En union avec les camarades de Finlande, les soldats du chef vainqueur de Narvik se tiennent sur les bords de la Mer Glaciale. Les divisions allemands sous le commandement du conquérant de la Norvège protègent, de concert avec les héros de l'indépendance finlandaise combattant

sous les ordres de leur maréchal, le sol de la Finlande. Les formations du front oriental allemand s'étendent de la Prusse orientale aux Carpathes. Sur les rives du Pruth, le long du cours inférieur du Danube jusqu'aux rivages de la Mer Noire, des soldats allemands et des soldats roumains combattent côte à côte sous la direction du général Antonesco, chef de l'Etat roumain.

Aussi, la mission de ce front ne consiste-t-elle plus à protéger quelques pays, elle consiste à pourvoir à la sécurité de l'Europe et, par là, au salut de tous.

C'est pourquoi, j'ai pris aujourd'hui la résolution de remettre de nouveau la destinée et l'avenir du Reich et de notre peuple entre les mains de nos soldats.

Puisse le Seigneur nous venir en aide surtout dans cette lutte !

Adolf Hitler

22. 6. 1941

21.06.41

Note
du Ministère des Affaires Etrangères du Reich au Gouvernement soviétique

I

Lorsque le Gouvernement du Reich, mû par le désir de réaliser un équilibre entre les intérêts de l'Allemagne et ceux de l'U.R.S.S., s'adressa, au cours de l'été de 1939, au Gouvernement des Soviets, il se rendait compte qu'il ne serait pas aisé d'aboutir à une entente avec un Etat qui, d'une part, soulignait son appartenance à la société des Etats nationaux, avec tous les droits et devoirs en résultant, mais qui, d'autre part, était dominé par un parti qui, en tant que section du Komintern, s'efforçait de répandre la révolution mondiale, c'est-à-dire de provoquer la désagrégation de ces mêmes Etats nationaux. Passant outre aux graves hésitations résultant de la différence fondamentale des buts politiques de l'Allemagne et de la Russie soviétique et du vif antagonisme entre les conceptions idéologiques diamétralement opposées du national-socialisme et du bolchévisme, le Gouvernement du Reich allemand a, cependant, tenté cet essai. Il se laissait guider en ceci par l'idée qu'une entente entre l'Allemagne et la Russie, excluant une guerre et assurant les besoins vitaux réels des deux peuples qui, de tout temps, ont été animés l'un pour l'autre de sentiments amicaux, offrirait la meilleure garantie contre une plus vaste extension en Europe des doctrines communistes de la Juiverie internationale.

Il se trouvait confirmé dans cette supposition par le fait que certains événements survenus en Russie même et certaines mesures prises par le Gouvernement russe dans le domaine international, semblaient indiquer qu'il était au moins possible d'espérer que ce Gouvernement se détournerait de ces doctrines et de la méthode, suivies jusque-là, de créer le désordre chez les peuples étrangers. L'accueil dont fit l'objet la démarche allemande à Moscou et l'empressement du Gouvernement soviétique à conclure avec l'Allemagne un pacte d'amitié, semblaient confirmer ce changement. C'est sous ces auspices que, le 23 août 1939, fut conclu le Pacte de non-agression et que fut signé le 28 septembre 1939 l'accord amical entre les deux pays, qui réglait les questions de frontière. L'idée centrale de ces traités consistait

1° dans l'engagement mutuel des deux Etats de ne pas s'attaquer, de vivre en relations de paisible voisinage, et

2° dans une délimitation des sphères d'intérêt par une renonciation du Reich allemand à exercer toute influence en Finlande, en Lettonie, en Esthonie, en Lithuanie, en Bessarabie et dans les territoires de l'ancien Etat polonais, jusqu'à la ligne du Narew, du Bug et du San, qui devaient être incorporés à la Russie sur le désir des Soviets.

II

En réalité, très peu de temps après la conclusion des traités germano-russes, le Komintern a repris son activité dans tous les domaines. Et cela non seulement en Allemagne, mais aussi dans les pays liés d'amitié avec l'Allemagne ou dans les Etats neutres et dans les territoires de l'Europe occupés par les troupes allemandes. Afin de ne pas violer ouvertement les traités, on se contenta de changer de méthodes et d'organiser le camouflage plus soigneusement et d'une manière plus raffinée. En ne cessant de flétrir la prétendue « guerre impérialiste de l'Allemagne », Moscou croyait sans doute devoir compenser l'effet du pacte conclu avec l'Allemagne nationale-socialiste. La puissante et efficace défense organisée par la police contraignit le Komintern à essayer de propager son activité démoralisante en Allemagne et à y organiser son service de renseignements, par des voies détournées et par l'intermédiaire de certains centres situés dans les pays voisins de l'Allemagne. A cet effet, on se servait d'anciens fonctionnaires du Parti communiste allemand, chargés d'opérer le **travail de subversion** et de préparer le sabotage en Allemagne. Krylow, commissaire de la Guépéou, dirigeait toute une activité d'initiation systématique à ces fins. En outre, une activité intense tendant à démoraliser les pays, fut déployée dans les pays occupés par l'Allemagne, notamment dans le Protectorat et dans la France occupée, ainsi qu'en Norvège, aux Pays-Bas, en Belgique, etc.

Les représentations à l'étranger de l'Union soviétique, notamment le Consulat général à Prague, offraient en ce sens une aide précieuse. Au moyen de postes récepteurs et d'émissions, fut organisé un actif service de renseignements, lequel fournit la preuve la plus complète de l'activité du Komintern, dirigée contre le Reich allemand. Il existe, en outre, de nombreux témoignages et documents démontrant tout le travail d'espionnage et de subversion du Komintern. De plus, on a formé des groupes de saboteurs, ayant leurs propres laboratoires, dans lesquels ils fabriquaient des bom-

bes incendiaires et explosives dans l'intention d'accomplir leurs actes de sabotage. De tels attentats ont été commis, par exemple, sur au moins 16 bateaux allemands.

Parallèlement au travail de subversion et de sabotage, s'est poursuivi l'**espionnage.** Ainsi, on a profité du retour en Allemagne des Allemands de la Russie soviétique, pour les gagner par les moyens les plus répréhensibles aux buts du Guépéou. Non seulement des hommes, mais aussi des femmes se sont vus contraints de la façon la plus éhontée à souscrire des engagements au service du Guépéou. L'Ambassade de la Russie soviétique à Berlin, elle-même, et, en tête, le conseiller d'ambassade Kobulow, n'a pas craint d'abuser de la façon la plus éhontée des droits que confère l'exterritorialité, pour exercer l'espionnage. D'autre part, Mochow, membre du consulat russe à Prague, était à la tête d'un réseau d'espionnage qui couvrait tout le protectorat. D'autres cas, où la police a pu intervenir à temps, ont révélé d'une façon aussi nette qu'indubitable ce vaste réseau de machinations de l'Union soviétique.

Tous les renseignements recueillis montrent de façon irrécusable que l'Union soviétique a pratiqué en grand contre l'Allemagne des actes illégaux de subversion, de sabotage, de terrorisme, et d'espionnage, destinés à préparer la guerre, tant au point de vue politique que militaire et économique.

Quant au travail de subversion poursuivi en Europe, hors de l'Allemagne, par la Russie soviétique, il s'est étendu dans presque tous les pays amis de l'Allemagne ou dans les Etats qu'elle occupait en Europe. Par exemple, en Roumanie, la propagande communiste faite au moyen de tracts venant de Russie, présentait l'Allemagne comme responsable de toutes les difficultés, de manière à créer un courant germanophobe. Il en a été manifestement de même en Yougoslavie, à partir de l'été de 1940. Les tracts que l'on y répandait invitaient à protester contre la pactisation du régime Zvetkovitch avec les Gouvernements impérialistes de Berlin et de Rome. Lors d'une réunion de fonctionnaires du Parti communiste à Zagreb, tout le sud-est de l'Europe, depuis la Slovaquie, jusqu'à la Bulgarie, fut indiqué comme étant un protectorat russe qui se réaliserait après l'affaiblissement militaire de l'Allemagne, affaiblissement qu'ils espéraient. A la Légation soviétique à Belgrade, des documents indiquant l'origine soviétique de cette propagande, sont tombés entre les mains des troupes allemandes. Alors que la propagande communiste

en Yougoslavie cherchait à se servir de mots d'ordre nationalistes, elle agissait en **Hongrie** surtout parmi la population ruthène, à laquelle elle faisait miroiter l'espoir d'une future libération par la Russie soviétique.

L'agitation germanophobe était particulièrement vive en **Slovaquie** où l'on faisait ouvertement de la propagande en faveur du rattachement à la Russie soviétique.

En **Finlande**, opérait la fameuse « Union pour la paix et l'amitié avec l'Union soviétique », qui, en collaboration avec le poste émetteur de Petroskoï, cherchait à démoraliser le pays et travaillait, par suite, dans un sens parfaitement anti-allemand.

En **France**, en **Belgique**, et aux **Pays-Bas**, on agitait l'opinion contre les troupes allemandes d'occupation. Sous un camouflage national et panslave, la même agitation se poursuivait dans le **Gouvernement général**. A peine la **Grèce** fut-elle occupée par les troupes allemandes et italiennes que la propagande de la Russie soviétique s'y mettait à l'œuvre. L'impression d'ensemble est que, dans tous les pays, l'Union soviétique a poursuivi une campagne systématique contre l'Allemagne qui essayait d'établir en Europe un ordre stable.

Parallèlement à ces manœuvres, se poursuivait une propagande directe visant à contrecarrer les mesures de la politique allemande, les dénonçant comme anti-russes et cherchant à exciter les différents pays contre l'Allemagne et à les rallier à la Russie soviétique. En **Bulgarie**, on créa une agitation contre l'adhésion au Pacte tripartite et en faveur d'un pacte de garantie avec la Russie; en **Roumanie**, on organisa, par une infiltration dans la Garde de fer et en se servant de ses chefs, notamment du Roumain Groza, la tentative de soulèvement du 23 janvier 1941, qu'avaient montée dans les coulisses les agents bolchévistes de Moscou.

Le Gouvernement allemand en a les preuves irrécusables.

En ce qui concerne la **Yougoslavie**, le Gouvernement allemand est en possession de documents démontrant que le délégué yougoslave Georgevitch, avait acquis la conviction, déjà en mai 1940, à la suite d'un entretien qu'il avait eu à Moscou avec M. Molotow, que l'on y considérait l'Allemagne comme le « puissant ennemi de demain » L'attitude de la Russie soviétique fut encore plus nette en présence des demandes d'armes de la part des militaires serbes. En novembre 1940, le chef de l'état-major général de l'Union soviétique déclarait à l'attaché militaire yougoslave: « Nous donnons

tout ce que l'on demande et immédiatement. » Les prix et le mode de payement etaient laissés au gré du Gouvernement de Belgrade; **tout ce que l'on demandait, c'était de garder le silence à l'égard de l'Allemagne.** Lorsque, plus tard, le Gouvernement Zvetkovitch se rapprocha des Puissances de l'Axe, on commença, à Moscou, à ralentir les livraisons d'armes : ceci fut déclaré nettement et catégoriquement au Ministère de la guerre de l'Union soviétique, à l'attaché militaire yougoslave. La mise en scène du « putsch » de Belgrade, le 27 mars de cette année, forma le point culminant de cette activité conspiratrice, dirigée contre l'Allemagne, des conjurés serbes et des agents anglais et russes. Le chef serbe de ce « putsch », chef également de la « Main noire », M. Simitch, se trouve encore actuellement à Moscou et y déploie toujours une vive activité contre le Reich, en étroite collaboration avec les milieux de la propagande soviétique.

Les constatations précédentes ne représentent qu'un modeste segment de l'immense et énorme propagande de l'U.R.S.S. en Europe contre l'Allemagne. Aussi, pour donner au dehors une vue d'ensemble de l'activité des autorités soviétiques en ce sens depuis la conclusion du traité germano-russe et permettre aux tiers de se prononcer, le Gouvernement du Reich soumettra à l'opinion publique la volumineuse documentation dont il dispose. En résumé, le Gouvernement du Reich doit établir ceci:

Lors de la conclusion des traités avec l'Allemagne, le Gouvernement soviétique avait déclaré à plusieurs reprises de façon catégorique qu'il n'avait pas l'intention de s'immiscer soit directement, soit indirectement, dans les affaires allemandes. Il avait solennellement proclamé, lors de la conclusion du traité d'amitié, qu'il collaborerait avec l'Allemagne, en s'inspirant des véritables intérêts de tous les peuples, pour mettre un terme à l'état de guerre existant entre l'Allemagne, d'une part, et l'Angleterre et la France, d'autre part, et atteindre ce but le plus tôt possible. A la lumière des faits ci-dessus mentionnés et de plus en plus patents, au fur et à mesure du développement des hostilités, ces promesses et déclarations soviétiques se sont **avérées dolosives et insidieuses.** Les avantages obtenus grâce à l'attitude amicale de l'Allemagne n'ont pu, eux-mêmes, amener le Gouvernement des Soviets à un comportement loyal envers ce pays.

Le Gouvernement du Reich a dû, au contraire, arriver à la conviction que la thèse de Lénine, telle qu'elle a été encore

expressément consignée dans les « Directives pour le Parti communiste de Slovaquie » d'octobre 1939 et aux termes desquelles « on peut conclure avec quelques autres pays des pactes, lorsqu'il servent les intérêts du Gouvernement des Soviets et permettent de rendre inoffensif l'adversaire », a inspiré les traités de 1939. De sorte que la signature de ces traités d'amitié n'a été pour le Gouvernement des Soviets qu'une manœuvre tactique. Le but réel consistait pour la Russie à obtenir des arrangements favorables et à préparer par là du même coup d'autres progrès de la puissance soviétique. La grande pensée demeurait d'affaiblir les Etats non bolchéviks pour pouvoir les désagréger plus aisément et en venir à bout à un moment donné. C'est ce qu'un document russe trouvé lors de l'occupation de Belgrade à la Légation des Soviets exprime avec une netteté brutale dans les termes suivants. « L'U.R.S.S. ne réagira qu'à point nommé. Les Puissances de l'Axe ont continué à éparpiller leurs forces et c'est pourquoi l'U.R.S.S. engagera subitement la lutte contre l'Allemagne ». Le Gouvernement soviétique de Moscou n'a pas tenu compte de la voix du peuple russe qui veut loyalement vivre en paix et en bonne amitié avec le peuple allemand ; il a, au contraire, poursuivi la vieille politique bolchévique de la double face et, par là, assumé une lourde responsabilité.

III

Si l'œuvre de propagande subversive de l'U.R.S.S. en Allemagne et dans le reste de l'Europe ne peut déjà laisser aucun doute sur l'état d'esprit de cette puissance à l'égard du Reich, l'attitude du Gouvernement soviétique à l'égard de l'Allemagne dans le domaine de la **politique étrangère** ainsi que dans le domaine **militaire** depuis la conclusion des traités germano-russes est encore plus caractéristique. Le Gouvernement soviétique avait déclaré à Moscou au Ministre des Affaires Etrangères du Reich, lors de la délimitation des sphères d'influence, qu'à l'exception des territoires alors en état de dissolution de l'ancien Etat polonais, il n'avait pas l'intention d'occuper, de bolchéviser, ni d'annexer les Etats se trouvant dans sa spère d'influence. En réalité, ainsi que le cours des événements l'a montré, la politique de l'Union des Soviets dans cette période n'a tendu qu'à un seul but, à savoir : **promouvoir vers l'Ouest la puissance militaire de Moscou dans l'aire comprise entre l'Océan glacial et la Mer**

Noire, partout où cela lui paraissait possible et porter le bolchévisme plus avant en Europe.

Voici les étapes qui ont marqué le développement de cette politique :

1° Elle fut inaugurée par la conclusion des pactes dits d'assistance avec l'Esthonie, la Lettonie et la Lithuanie en octobre et en novembre 1939 ainsi que par l'établissement de points d'appui militaires dans ces pays.

2° La Finlande fut victime du nouveau mouvement des pièces sur l'échiquier russe. Lorsqu'elle eut décliné les exigences soviétiques, dont l'acceptation aurait supprimé la souveraineté d'un Etat finlandais réellement libre, le Gouvernement des Soviets encouragea la formation du pseudo-gouvernement communiste de Kusinen, et lorsque le peuple finlandais refusa de prendre aucun contact avec ce gouvernement, ce fut l'ultimatum à la Finlande et, fin novembre 1939, l'invasion de l'armée rouge. La paix russo-finlandaise conclue en mars suivant contraignait le vaincu à céder une partie de ses provinces du Sud-Est, immédiatement en proie à la bolchévisation.

3° Quelques mois plus tard, soit en juillet 1940, l'Union des Soviets se tourna contre les Etats baltes. D'après le premier traité de Moscou, la Lithuanie faisait partie de la sphère d'influence allemande. Sur le désir qu'en exprima l'U.R.S.S., le Gouvernement du Reich renonça, à contre-cœur et par amour de la paix à tout prix, dans le second traité, à faire valoir les intérêts qu'il avait dans la plus grande partie de ce pays, une bande de territoire demeurant, toutefois, dans la sphère allemande. A la suite d'un ultimatum, présenté le 15 juin, la Lithuanie tout entière, c'est-à-dire y compris la partie demeurée dans la sphère d'influence de l'Allemagne, fut, sans notification aucune au Reich, occupée par l'Union des Soviets, de sorte que celle-ci se coulait tout le long de la frontière Est de la Prusse orientale contiguë à celle-ci.

Et lorsqu'ultérieurement l'Union s'aboucha avec l'Allemagne pour traiter ce point, le Gouvernement du Reich, à la suite de négociations pénibles, abandonna également cette partie de la Lithuanie à sa partenaire, comme nouvelle contribution à un règlement amical.

Peu après en mésusant de même façon des pactes d'assistance conclus avec la Lettonie et l'Esthonie, le Gouvernement soviétique procéda à l'occupation militaire de ces deux Etats.

Contrairement aux assurances expresses données par Moscou, toute la région baltique se trouva désormais bolchévisée et, peu de semaines après l'occupation, annexée par l'U.R.S.S. sans autre forme de procès. En même temps que l'annexion avaient lieu, dans tout le secteur Nord de l'emprise russe contre l'Europe, les premières concentrations massives de l'armée rouge.

On ne mentionnera ici que pour mémoire le fait que les arrangements économiques de l'Allemagne avec ces Etats, arrangements qui, d'après les accords de Moscou, devaient demeurer intangibles — furent supprimés unilatéralement par l'U.R.S.S.

4° Lors de la délimitation des sphères d'influence sur le territoire de l'ancien Etat polonais, il avait été expressément convenu dans les traités de Moscou que ces limites ne devaient donner lieu à aucune agitation politique et que l'activité des autorités d'occupation respectives devait se borner exclusivement à l'organisation pacifique de ces territoires. Le Gouvernement du Reich a les preuves irréfutables qu'en dépit des arrangements avec l'Union des Soviets, celle-ci, déjà peu après l'occupation de la région du Gouvernement général de Pologne, non seulement y fomentait une agitation germanophobe, mais encore corsait cette agitation d'une propagande bolchéviste.

Dans ces régions également, l'occupation fut immédiatement suivie de l'établissement de fortes garnisons russes.

5° Alors que l'armée allemande était, à l'ouest, encore aux prises avec la France et l'Angleterre, l'Union des Soviets dessinait une pointe contre les Balkans. Au cours des négociations de Moscou elle avait déclaré que, pour sa part elle ne prendrait jamais l'initiative de solutionner la question de la Bessarabie : cependant, le 24 juin 1940, elle informait le Gouvernement du Reich qu'elle était désormais résolue à résoudre ce problème par la force. Elle ajoutait que ses prétentions s'étendaient également à la Bucovine, soit à un territoire qui était un vieux pays de la couronne d'Autriche, n'avait jamais appartenu à la Russie et dont, à l'époque, il n'avait jamais été question à Moscou. L'Ambassadeur d'Allemagne à Moscou déclara au Gouvernement soviétique que la décision de celui-ci surprenait absolument le Gouvernement du Reich et ne pouvait que causer un grave dommage aux intérêts économiques de l'Allemagne en Roumanie ainsi qu'une perturbation dans les conditions d'existence de l'importante

colonie allemande du pays et de celles des Allemands de la Bucovine. M. Molotow répliqua que l'affaire était d'une extrême urgence et que l'Union des Soviets attendait que le Gouvernement du Reich se prononçât en l'occurence dans un délai de 24 heures. Malgré la brusquerie dont la Roumanie était l'objet, le Gouvernement du Reich, cette fois encore, et de nouveau pour maintenir la paix et ses relations amicales avec l'Union, intervint en faveur de celle-ci.

Le Gouvernement roumain ayant demandé à l'Allemagne de lui venir en aide, le Gouvernement du Reich lui conseilla de céder en lui recommandant d'abandonner la Bessarabie et le Nord de la Bucovine à la Russie soviétique. En même temps que l'acquiescement du Gouvernement roumain, l'Allemagne avait transmis au Gouvernement des Soviets la prière de Bucarest qu'on lui laissât suffisamment de temps pour évacuer ces vastes contrées en protégeant la vie et la propriété de leurs habitants. Cependant, le Gouvernement des Soviets présenta de nouveau un ultimatum à la Roumanie et commença dès le 28 juin, avant l'expiration de ce dernier, à occuper des parties de la Bucovine et ensuite toute la Bessarabie jusqu'au Danube. L'Union soviétique annexa immédiatement ces territoires qu'elle bolchévisa, les vouant ainsi à la ruine.

En occupant et en bolchévisant les sphères d'influence laissées à l'U.R.S.S. en Europe orientale et dans les Balkans par le Gouvernement du Reich lors des négociations de Moscou, **le Gouvernement soviétique est allé nettement à l'encontre des accords conclus.** Cependant, même alors, le Gouvernement du Reich n'en a pas moins gardé une attitude plus que loyale à l'égard de son partenaire. Il s'est imposé la plus complète réserve dans la guerre de Finlande ainsi que dans la solution de la question baltique, il a soutenu dans la question de Bessarabie le point de vue soviétique à l'égard du Gouvernement roumain et s'est accommodé, encore qu'à contre-cœur, de l'état de choses créé par le Gouvernement des Soviets.

Il a, de plus, pour couper court d'avance le plus possible à toute divergence entre les deux Etats, procédé à une vaste action de rapatriement ramenant en Allemagne tous les Allemands habitant les territoires occupés par l'U.R.S.S. Le Gouvernement du Reich estime qu'on ne saurait guère produire de meilleure preuve de son désir de vivre dans une **paix durable avec l'U.R.S.S.**

IV

L'entrée en scène de la Russie dans les Balkans rendit toute leur acuité aux problèmes territoriaux de cette aire. La Roumanie et la Hongrie s'adressèrent à l'Allemagne au cours de l'été de 1940 pour arriver à un compromis relativement à leurs différends territoriaux qui, attisés par des agents anglais, avaient provoqué, fin août, une crise de la plus grande gravité. La guerre était imminente entre la Roumanie et la Hongrie. L'Allemagne, dont la Hongrie et la Roumanie avaient à différentes reprises sollicité l'entremise dans leur conflit, convoqua, en vue de maintenir la paix dans les Balkans, de concert avec l'Italie, les deux Etats en litige à une conférence à Vienne et y rendit sur leur demande, le 30 août 1940, la sentence arbitrale dite de Vienne. La nouvelle frontière roumano-hongroise se trouvait ainsi fixée et, pour permettre au Gouvernement roumain de justifier aux yeux de son peuple les sacrifices territoriaux consentis et exclure à l'avenir tout différence dans cette aire, l'Allemagne et l'Italie assumèrent de garantir l'intégrité du reste de l'Etat roumain.

Les aspirations russes étant satisfaites dans ce secteur, cette garantie ne pouvait en aucune manière porter ombrage à la Russie. Toutefois l'Union des Soviets protesta et proclama — à l'encontre de ses déclarations antérieures, aux termes desquelles l'acquisition de la Bessarabie et de la Bucovine du Nord donnait toute satisfaction à ses aspirations dans les Balkans — qu'elle s'intéressait encore aux problèmes de cette région, sans d'ailleurs les préciser davantage pour le moment.

A dater de ce jour, la politique soviétique hostile à l'Allemagne s'accuse de plus en plus nettement. Le Gouvernement du Reich reçoit désormais des informations de plus en plus positives aux termes desquelles des négociations depuis longtemps en suspens de l'Ambassadeur anglais Cripps à Moscou prennent une tournure favorable. En même temps, le Gouvernement du Reich entre en possession de documents sur les préparatifs militaires intenses auxquels l'Union des Soviets procède dans tous les domaines, documents confirmés entre autres par un rapport récemment trouvé à Belgrade, rapport émanant de l'attaché militaire yougoslave à Moscou en date du 17 décembre 1940 et où l'on trouve notamment en propres termes ce qui suit : « D'après des indications provenant des milieux soviétiques le surar-

mement de l'aviation, des formations blindées et de l'artillerie sur la base des expériences de la guerre actuelle est en plein développement et sera terminé dans ses lignes essentielles **en août 1941.**

Cette date est vraisemblablement aussi la limite extrême (dans le temps) jusqu'à laquelle on n'a pas à attendre de modifications sensibles dans la politique étrangère soviétique ».

En dépit de l'attitude inamicale de l'Union soviétique dans la question des Balkans, l'Allemagne se décide à renouveler ses efforts en vue d'une entente avec l'U.R.S.S.: dans une lettre adressée à M. Staline, le Ministre des Affaires Etrangères du Reich fit un exposé complet de la politique poursuivie par le Gouvernement du Reich depuis les pourparlers de Moscou. La lettre souligne principalement ceci: lors de la conclusion du Pacte tripartite par l'Allemagne, l'Italie et le Japon, il a été reconnu à l'unanimité que ce pacte n'était dirigé en aucune manière contre l'Union soviétique, mais que cette entente laissait absolument intactes les relations amicales des trois Puissances et leurs traités avec l'U.R.S.S. Cela a été exprimé également par écrit, notamment, dans le Pacte tripartite de Berlin. La lettre exprime en même temps le désir et l'espoir de réussir à continuer d'éclaircir en commun les rapports amicaux que les Puissances du Pacte tripartite souhaitent entretenir avec l'Union soviétique et à leur donner une forme concrète. Afin de traiter plus amplement de ces questions, le Ministre des Affaires Etrangères du Reich invite M. Molotow à venir à Berlin.

Le Gouvernement du Reich est obligé de constater pendant la visite de M. Molotow à Berlin que la Russie n'est, en particulier, décidée à une véritable collaboration amicale avec les Puissances du Pacte tripartite et avec l'Allemagne en particulier que si cette dernière est prête à payer le prix qu'exige, en retour, l'Union soviétique.

Ce prix consiste en une pénétration plus profonde dans le Nord et le Sud-Est de l'Europe. Les exigences suivantes ont été formulées par M. Molotow à Berlin et au cours des conversation diplomatiques qui ont eu lieu ensuite à Moscou avec l'Ambassadeur d'Allemagne :

1° L'Union soviétique désire accorder une garantie à la Bulgarie et, de plus, conclure avec cet Etat un pacte d'assistance sur le modèle des pactes d'assistance conclus avec les Pays baltes, c'est-à-dire, comportant des bases militaires, mais M. Molotow déclare ne pas vouloir toucher au régime intérieur

de la Bulgarie. La visite que fit à ce moment à Sofia le Commissaire russe Sobolew visait également la réalisation de ce but.

2° L'Union soviétique réclame un arrangement contractuel avec la Turquie en vue de l'installation d'un point d'appui pour les forces terrestres et navales de l'U.R.S.S. sur le Bosphore et les Dardanelles et cela en vertu d'un bail à longue échéance. Au cas où la Turquie ne donnerait pas son consentement, l'Allemagne et l'Italie devraient s'associer aux mesures diplomatiques russes afin que satisfaction soit donnée à tout prix à cette exigence. Ces revendications aboutissent à placer les Balkans sous la domination de l'U.R.S.S.

3° L'Union soviétique déclare qu'elle se sent une fois de plus menacée par la Finlande et exige pour cette raison l'abandon total de la Finlande par l'Allemagne, ce qui signifie pratiquement l'occupation de cet Etat et l'extermination du peuple finlandais.

L'Allemagne n'a pas pu, cela va de soi, accepter ces exigences, que le Gouvernement soviétique désignait comme condition préliminaire à l'entente avec les Puissances du Pacte tripartite. Ainsi échouèrent les efforts tentés par les Puissances de ce Pacte pour arriver à une entente avec l'Union soviétique. La conséquence de cette attitude de l'Allemagne fut que la Russie intensifia sa politique dirigée désormais de plus en plus ouvertement contre l'Allemagne et que se manifesta clairement sa collaboration toujours plus étroite avec l'Angleterre. En janvier 1941, cette attitude négative de la Russie apparut pour la première fois dans le domaine diplomatique. Lorsqu'à cette date l'Allemagne prit en Bulgarie certaines mesures de sécurité contre le débarquement de troupes britanniques en Grèce, l'Ambassadeur de Russie à Berlin souligna, dans une démarche officielle, que l'Union soviétique considérait le territoire de la Bulgarie et la zone des deux détroits comme zone de sécurité de l'U.R.S.S., et qu'elle ne pouvait pas assister impassible aux événements qui se passaient dans ces régions et menaçaient les intérêts de cette sécurité. Pour cette raison, le Gouvernement soviétique mettait en garde contre l'apparition de troupes allemandes sur le territoire de la Bulgarie et dans la zone des deux détroits.

Le Gouvernement du Reich a alors fourni au Gouvernement soviétique les explications les plus complètes sur les raisons et les buts de ses mesures militaires dans les Balkans.

Il a souligné que l'Allemagne empêcherait par tous les moyens toute tentative de l'Angleterre de prendre pied en Grèce, mais qu'elle n'avait pas l'intention d'occuper les détroits et respecterait le territoire turc. Le passage de troupes allemandes en Bulgarie ne pouvait être considéré comme une violation des intérêts de sécurité de l'Union soviétique, le Gouvernement du Reich croyait au contraire que ces opérations servaient aussi les intérêts soviétiques. Une fois les opérations terminées dans les Balkans, l'Allemagne en retirerait ses troupes.

En dépit de cette déclaration du Gouvernement du Reich, le Gouvernement soviétique a publié, de son côté, immédiatement après l'entrée des troupes allemandes, une déclaration à l'adresse de la Bulgarie, laquelle avait **un caractère directement hostile au Reich allemand** et dont le sens était que la présence de troupes allemandes en Bulgarie ne servait pas les intérêts de la paix dans les Balkans, mais la guerre. Les nouvelles qui foisonnaient à ce moment-là au sujex d'une collaboration toujours plus étroite entre la Russie soviétique et l'Angleterre donnèrent au Gouvernement du Reich la clef de cette attitude. Malgré cela, l'Allemagne a gardé le silence.

La couverture donnée par l'U.R.S.S. à la Turquie en mars 1941 pour le cas où cette dernière entrerait en guerre dans les Balkans est dans la même ligne. Ce fut là, ainsi que le Gouvernement du Reich en eut connaissance, le résultat de négociations anglo-russes ayant eu lieu pendant la visite à Ankara du Ministre des Affaires Etrangères britannique, dont les efforts visaient, par ce moyen, à englober la Russie toujours plus étroitement dans la combinaison anglaise.

V

Mais la politique agressive du Gouvernement soviétique contre le Reich allemand, toujours plus violente depuis cette époque, ainsi que la collaboration politique entre l'U.R.S.S. et l'Angleterre, encore camouflée tant bien que mal jusqu'à ce jour, devinrent notoires aux yeux du monde entier lorsqu'éclata la crise balkanique au début d'avril dernier. C'est un fait absolument établi à l'heure actuelle que le « putsch » machiné à Belgrade après l'adhésion de la Yougoslavie au Pacte tripartite fut organisé par l'Angleterre, de concert avec l'U.R.S.S. Depuis longtemps déjà, plus précisément depuis le 14 novembre 1940, la Russie avait poussé en secret l'armement de la Yougoslavie contre les Puissances de l'Axe.

Des documents tombés entre les mains du Gouvernement du Reich après l'occupation de Belgrade et qui donnent des éclaircissements sur chaque phase de cette livraison d'armes russes à la Yougoslavie, le prouvent irréfutablement. Puis lorsque le « putsch » de Belgrade eut réussi, **la Russie conclut le 5 avril, avec le Gouvernement serbe illégal Simovitch un pacte d'amité** destiné à affermir les « putschistes » et dont le poids devait profiter au front commun anglo-yougoslavo-grec. A ce sujet le sous-secrétaire d'Etat américain **Sumner Welles**, le 6 avril 1941, après avoir eu plusieurs entretiens avec l'Ambassadeur soviétique à Washington, constate avec une satisfaction marquée que **le pacte russo-yougoslave pourrait éventuellement être d'une grande importance, qu'il suscite un vif intérêt et qu'il y a des raisons d'admettre qu'il est quelque chose de plus qu'un pacte d'amitié et de non-agression.**

Au moment même, en somme, où les troupes allemandes étaient rassemblées sur les territoires roumain et bulgare pour faire face aux débarquements des Anglais qui se massaient en Grèce, l'U.R.S.S. manifestement d'accord avec l'Angleterre, tente déjà de tomber dans le dos de l'Allemagne :

1° En soutenant la Yougoslavie, au grand jour politiquement et en secret militairement.

2° En essayant, par la promesse de couvrir ses arrières, de décider la Turquie à prendre une attitude agressive à l'égard de la Bulgarie et de l'Allemagne, et de l'engager à faire marcher l'armée turque en dépit de ses positions militaires très défavorables en Thrace.

3° En concentrant elle-même de gros effectifs de troupes à la frontière roumaine, en Bessarabie et contre la Moldavie.

4° Par le fait qu'au début d'avril le vice-commissaire du peuple aux Affaires Etrangères, Vychinski tente, au cours d'entretiens avec le Ministre de Roumanie à Moscou, Gafenco, d'instaurer une politique de rapprochement rapide avec ce pays et de l'amener à se détacher de l'Allemagne.

La diplomatie anglaise fit des efforts dans le même sens par l'entremise des Américains à Bucarest. Les troupes allemandes concentrées en Roumanie et en Bulgarie devaient ainsi, suivant le plan anglo-russe, y être attaquées de trois côtés, par la Bessarabie, par la Thrace et par le front serbo-grec. Ce n'est que grâce à la loyauté du général Antonesco, à l'attitude réaliste du Gouvernement turc et surtout à l'in-

tervention rapide de l'Allemagne et aux victoires décisives de l'armée allemande que ce plan anglo-russe fut déjoué. Ainsi que le Gouvernement du Reich en a eu connaissance par des informations, près de 200 avions yougoslaves, occupés par des agents soviétiques et anglais ainsi que par des « putschistes » serbes sous le commandement de M. Simitch, sont partis les uns pour la Russie, où ces officiers sont maintenant en service dans l'armée russe, les autres pour l'Egypte Ce détail jette à lui seul une lumière particulièrement caractéristique sur la collaboration étroite de l'Angleterre et de la Russie avec la Yougoslavie.

Le Gouvernement soviétique a tenté en vain, à plusieurs reprises, de voiler les véritables desseins de sa politique. De même qu'il a maintenu jusque dans la dernière période les relations économiques avec l'Allemagne, il a accompli toute une série d'actes, ayant pour but de donner au monde l'illusion que l'U.R.S.S. entretenait des rapports normaux ou même amicaux avec le Reich. On peut rappeler, notamment, l'ordre donné, il y a quelques semaines, aux Ministres de Norvège, de Belgique, de Grèce et de Yougoslavie de quitter le territoire de U.R.S.S., le silence gardé par la presse britannique à l'instigation de l'Ambassadeur d'Angleterre Cripps d'accord avec le Gouvernement soviétique et enfin le démenti récent de l'agence TASS, par lequel on cherchait à présenter comme tout à fait correctes les relations entre l'Allemagne et l'U.R.S.S. Ces manœuvres de camouflage, en contraste si flagrant avec la politique véritable du Gouvernement soviétique, n'ont naturellement pas pu tromper le Gouvernement du Reich.

VI

La politique germanophobe du Gouvernement soviétique s'est accompagnée dans le domaine militaire d'une concentration toujours plus forte de toutes les forces russes disponibles sur un vaste front allant de la Mer Baltique à la Mer Noire.

Déjà à une époque où l'Allemagne était fortement engagée à l'Ouest dans la campagne de France et où sa frontière orientale n'était occupée que par d'insignifiants détachements de troupes allemandes, le Haut Commandement russe commençait à diriger systématiquement d'assez importants contigents de troupes sur la frontière orientale du Reich, et l'on pouvait constater qu'ils étaient massés particulièrement en face de la Prusse orientale et du Gouvernement

général, et aussi face à la Roumanie, en Bucovine et en Bessarabie. Les garnisons russes établies à la frontière de Finlande recevaient constamment des renforts. Le transport incessant de nouvelles divisions russes d'Asie orientale et du Caucase à destination de la Russie européenne étaient des mesures se rapportant au même ordre de faits. Le Gouvernement des Soviets avait déclaré en son temps que seuls de très faibles détachements tiendraient garnison dans les Pays baltes ; or, ces pays une fois occupés, il se produisit dans cet espace une concentration sans cesse croissante de forces armées russes, évaluées aujourd'hui à 22 divisions. Il ressort donc de ce qui précède que les troupes russes se sont constamment rapprochées de la frontière allemande, bien que, du côté allemand, on n'eût pris aucune mesure militaire justifiant une telle action de la part de la Russie.

Il a fallu cette attitude des Russes pour contraindre l'armée allemande à prendre des mesures défensives. De plus, les diverses formations de l'armée et de l'aviation russes se sont déployées sur le front et ont garni de forts détachements tous les aérodromes situés le long des frontières allemandes. Depuis le début d'avril, les violations de frontière ont également augmenté et on a pu constater le survol de plus en plus fréquent du territoire allemand par des avions russes. Suivant des renseignements fournis par le Gouvernement roumain, il en a été de même pour les territoires frontaliers de la Bucovine, de la Moldavie et du Danube.

Le Haut Commandement de l'armée allemande a attiré, dès le début de cette année, l'attention des dirigeants de la politique extérieure de l'Allemagne sur cette menace croissante dirigée contre le territoire du Reich par l'armée russe, en faisant ressortir que cette concentration de troupes ne pouvait cacher que des intentions agressives. Ces renseignements fournis par le Haut Commandement allemand seront portés, avec tous les détails, à la connaissance du public.

Si l'on avait encore le moindre doute quant au caractère agressif du déploiement des forces russes, il a été complètement dissipé par les nouvelles qui parvinrent ces jours derniers à la connaissance du Haut Commandement de l'armée allemande. Après la mobilisation générale effectuée en Russie, il n'y a aujourd'hui pas moins de 160 divisions qui ont été concentrées contre l'Allemagne. Les résultats d'observations faites ces derniers jours montrent que le **groupement des troupes russes et en particulier des unités**

motorisées et blindées a été effectué d'une manière telle que le Haut Commandement russe est en mesure d'exécuter à tout moment une opération agressive contre la frontière allemande en différents points. Les rapports sur une activité accrue de reconnaissance et de patrouilles ainsi que les comptes-rendus quotidiens relatifs à des incidents de frontière et à des combats d'avant-postes entre les deux armées complètent le tableau d'une situation militaire tendue à l'extrême et qui peut se décharger à tout moment. Les nouvelles reçues aujourd'hui d'Angleterre sur les pourparlers de l'Ambassadeur d'Angleterre Cripps concernant une collaboration plus étroite encore entre les cercles politiques et militaires dirigeants de l'Angleterre et ceux de la Russie, ainsi que l'appel de Lord Beaverbrook, qui auparavant avait toujours été hostile aux Soviets et qui aujourd'hui invite à soutenir la Russie avec toutes les forces disponibles dans sa lutte prochaine et l'exhortation adressée aux Etats-Unis à faire de même, prouvent catégoriquement quel sort on prétend réserver au peuple allemand.

Le Gouvernement du Reich se voit donc forcé de faire la déclaration suivante :

A l'encontre de toutes les obligations qu'il avait assumées et en contradiction absolue avec ses déclarations les plus solennelles, le Gouvernement des Soviets a pris position contre l'Allemagne :

Il a

1° non seulement poursuivi ses tentatives de désagrégation dirigées contre le Reich et l'Europe, mais il les a encore accentuées depuis le début des hostilités ; il s'est

2° de façon croissante engagé dans une politique extérieure hostile à l'Allemagne et il a

3° concentré, prêtes à marcher, toutes ses troupes à la frontière allemande.

Par là le Gouvernement des Soviets s'est révélé infidèle aux traités et aux accords conclus avec l'Allemagne et il les a violés. La haine du Moscou bolchéviste à l'égard du national-socialisme l'a emporté sur la raison politique. Dans une inimitié à mort, le bolchévisme se dresse contre le national-socialisme. Le Moscou bolchéviste est sur le point de prendre à revers l'Allemagne nationale-socialiste qui lutte pour l'existence.

L'Allemagne n'est nullement disposée à demeurer passive en présence de cette grave menace de sa frontière orientale. Aussi le Führer a-t-il donné à l'armée allemande l'ordre de s'opposer à cette menace par tous les moyens dont elle dispose. Dans la lutte qui s'engage, le peuple allemand sait qu'il n'entre pas en ligne seulement pour la protection du sol natal, mais qu'il est, de plus, appelé à sauver tout l'univers cultivé des mortels dangers du bolchévisme et à frayer en Europe la voie à une ascension sociale qui en soit vraiment une.

Berlin, le 21 juin 1941.

Rapport

du Ministère des Affaires Etrangères sur la propagande et l'agitation politique du Gouvernement soviétique

I

Le Ministère des Affaires Etrangères possède de nombreuses preuves que Moscou organise dans de tiers pays une propagande subversive et révolutionnaire de grande envergure dans un sens nettement hostile à l'Allemagne. La vieille idée de la révolution mondiale est poursuivie comme par le passé. Après la conclusion du traité d'amitié germano-russe, l'Allemagne est mise encore sur le même rang que l'Angleterre et la France et continue à passer pour un Etat capitaliste qu'il faut anéantir. Les traités avec l'Allemagne servent uniquement de moyen tactique pour mettre à profit une conjoncture politique favorable.

Ces tendances se retrouvent dans la propagande faite par la Russie soviétique d'une manière uniforme dans tous les pays. Elles sont définies d'une façon particulièrement claire dans les « Directives pour la campagne d'idées et d'organisation au sein du parti communiste de la Slovaquie ». Ces directives se basent sur un mot de Lénine qui a dit que l'on peut conclure des traités même avec des pays capitalistes, lorsqu'ils sont utiles aux intérêts de l'Union soviétique et créent la possibilité de mettre l'adversaire hors d'état de nuire. La tactique de la collaboration avec l'Allemagne, est-il dit dans ces directives, répond parfaitement à cette parole de Lénine. Le but de la politique soviétique est caractérisé comme suit : « L'Union soviétique et son Armée rouge peuvent se préparer sans subir de pertes à attaquer au moment propice et au point voulu un ennemi affaibli. »

Les mêmes idées reviennent dans les tracts répandus dans les pays les plus divers de l'Europe. Ainsi, dans un de ces tracts imprimé en Suisse, la politique actuelle des Soviets est définie par un autre mot de Lénine : « Dès que nous serons assez forts pour écraser le capitalisme tout entier, nous le saisirons aussitôt à la gorge. » Les journaux et revues qui paraissent à Moscou ne cessent de donner également aux communistes de tous les pays le mot d'ordre de la révolution mondiale. Un article de fond de la revue:

« Internationalnij Majak » (1941, N° 1), paru sous le titre : La cause de Lénine vaincra dans le monde entier est caractéristique à cet égard. Il y est dit que « sous la direction du grand continuateur de l'œuvre de Lénine, le camarade Staline, notre pays continue hardiment et avec une pleine conviction à marcher dans la voie du communisme. Le prolétariat international, les masses opprimées et appauvries du monde entier répètent dans leur ferme espoir ces paroles prophétiques de Lénine : « Que la bourgeoisie continue à faire rage, elle peut bien massacrer encore des milliers d'ouvriers, la victoire pourtant n'en est pas moins à nous, la victoire de la révolution communiste mondiale est assurée.» On y lit encore : « Sous ce drapeau révolutionnaire et guerrier, étendard de l'Internationale communiste, s'unissent les prolétaires et les travailleurs du monde entier, pour porter le dernier coup, le coup décisif au capitalisme, pour la victoire de la révolution socialiste, pour le communisme. » (41e année, N° 4). Les personnalités dirigeantes à Moscou ne cessent de souligner également dans ce sens la mission internationale de l'Union soviétique. Molotow, par exemple, a dit dans un discours prononcé en décembre 1939: « Pour le mouvement communiste international, Staline est non seulement le chef du bolchévisme, le chef de l'Union soviétique mais encore le chef naturel du communisme mondial », et dans un article paru en mars 1940 : « Nous resterons fidèles jusqu'au bout à l'idée que le communisme doit toujours rester international ». Dans un discours prononcé en janvier 1940, Staline a dit : « Nous avons vaincu sous le drapeau de Lénine dans la lutte pour la révolution d'octobre. Sous ce même drapeau nous vaincrons dans le monde entier, lorsqu'éclatera la révolution prolétarienne. »

Parallèlement à cette excitation à la révolution mondiale, se poursuit sans cesse à l'intérieur de l'Union soviétique une propagande en faveur de la guerre et des armements. Dans d'innombrables discours et proclamations, le peuple est appelé à la préparation militaire, encouragé à payer de sa personne. Il suffit de citer à cet égard le manifeste du maréchal Budenny au début de l'année 1941, manifeste dans lequel il invitait la jeunesse à ne pas perdre de vue qu'au moment où presque toute la terre se trouve en guerre, l'ordre de Staline doit être religieusement suivi : tenir infatigablement le pays entier en état de préparation de combat, et dans un esprit de lutte. Chaque jour, chaque heure doivent être utilisés pour s'initier à la science de la

guerre et se préparer à exécuter l'ordre de combattre. Il faut se répéter sans cesse que seul un guerrier qui a su maîtriser parfaitement les disciplines de la guerre, sera capable de porter à l'ennemi le coup mortel. » A la fin de mai 1941, le commissaire régional Batanow écrivait dans la « Prawda » qu'il était nécessaire « que l'Union soviétique se préparât journellement à la guerre ». La presse soviétique dans son ensemble ne cesse de reprendre le même refrain : « Notre armée rouge est l'armée de la révolution mondiale et du prolétariat mondial. »

Sous l'impression des succès militaires des Puissances de l'Axe, on propage partout en Europe ces idées générales. Il s'agit de se livrer à un travail incessant en vue de la révolution mondiale et à une préparation militaire, au sein de la Russie soviétique, pour aboutir à cette révolution. Cette campagne idéologique est dirigée d'une manière toujours plus précise contre l'Allemagne et elle se manifeste d'une façon concrète dans les différents pays par une agitation toujours croissante contre le Reich. Toutes les difficultés intérieures et extérieures des différents pays européens doivent servir à fournir des arguments à cette campagne d'agitation. En **Roumanie**, cette agitation communiste ne s'est pas ralentie, même dans les premiers mois qui ont suivi la conclusion du traité d'amitié germano-russe. Il a été déclaré officiellement par les Roumains au Ministre d'Allemagne, le 15 février 1940, que les communistes roumains, dans leurs déclarations et leurs circulaires, se montraient nettement hostiles aux nationaux-socialistes et germanophobes ; ils ne se laissaient aucunement influencer par la politique officielle de Moscou et de Berlin. Confirmant cette constatation, la propagande communiste en Roumanie souligne que seule l'Allemagne est responsable des difficultés intérieures du pays et de sa détresse économique. Les passions nationalistes excitées par la séparation de la Transylvanie sont exploitées au profit de l'agitation contre la sentence arbitrale de Vienne et, par suite, contre le Gouvernement du Reich. Après que la Roumanie eut adhéré au Pacte tripartite, on a essayé, mais en vain, d'exciter la population contre les troupes allemandes. Et tout cela se fait au moyen d'imprimés et de tracts dont la forme et la typographie laissent reconnaître qu'ils ont été imprimés à l'étranger; suivant les renseignements fournis par les autorités roumaines compétentes, ils ont été introduits à Bucarest par des courriers de la Légation soviétique.

En Yougoslavie, on peut observer également, à partir de la fin de l'eté 1940, que la propagande communiste adopte une attitude germanophobe. Dans une circulaire de l'administration de la Banovine de la Drave, à Ljubljana, circulaire adressée aux autorités subalternes en date du 5 août 1940, il est dit que les documents dont on dispose montrent que la propagande communiste, par opposition à l'époque antérieure, tend « à organiser à l'avenir des manifestations hostiles à l'Allemagne et à l'Italie ». Ces dires des autorités serbes se trouvent confirmés par des tracts communistes répandus notamment en Slovénie. Ainsi, dans un tract distribué à l'occasion de l'anniversaire du traité germano-russe, le 23 août, le Gouvernement yougoslave est attaqué pour avoir pratiqué une politique de rapprochement avec Rome et Berlin, et voulu « atteler la Yougoslavie au char impérialiste de l'Allemagne et de l'Italie ». En politique extérieure, cette propagande exige que la Yougoslavie s'appuie sur la Russie. Dans un tract communiste répandu en novembre à Zagreb, Macek est pris à partie également parce qu'il « veut vendre le pays aux impérialistes fascistes de Berlin et de Rome ». Dans une feuille qui circulait en Slovénie le 7 novembre 1940 à l'occasion de l'anniversaire de la révolution russe, on invitait à protester « contre les intelligences du régime Zvetkovitch avec les Gouvernements impérialistes de Berlin et de Rome ». C'est aux mêmes fins qu'ont servi de grandes démonstrations organisées par les milieux soviétiques, et parmi les personnes arrêtées par la police yougoslave lors d'une telle démonstration, on a trouvé des employés de la Légation soviétique à Belgrade.

Dans les milieux communistes, on reconnaît parfois ouvertement l'intention de la Russie de conquérir les Balkans et la germanophobie de sa politique. Ainsi, la Légation allemande à Belgrade rapporte en date du 13 septembre 1940 que quelques semaines auparavant, lors d'une réunion des fonctionnaires du parti communiste à Zagreb, l'un des assistants aurait déclaré « que, d'après des informations parvenues de Russie, les territoires de la Slovaquie, de la Hongrie, de la Yougoslavie, de la Bulgarie et de la Roumanie ainsi que l'espace polonais occupé actuellement par les troupes allemandes devaient être considérés comme protectorat russe. Mais le nouvel ordre de choses ne pourrait être établi qu'après l'affaiblissement militaire de l'Allemagne auquel il fallait s'attendre ».

Un document trouvé à la Légation de Belgrade après l'occupation de cette ville montre que de telles indications relatives aux intentions de la Russie soviétique contre l'Allemagne ont bel et bien été communiquées par les Russes aux communistes serbes et aux amis des Soviets. Ce document résume et expose aux groupes russophiles en Serbie l'attitude de l'Union soviétique après le rattachement de la Roumanie aux Puissances de l'Axe. Il est dit dans ce document, écrit en russe et dont le contenu indique qu'il doit dater de l'automne 1940 :

« La Russie soviétique ne réagira qu'au moment voulu. Les Puissances de l'Axe ont continué à disperser leurs forces et l'Union soviétique agira brusquement contre l'Allemagne. Alors elle franchira les Carpathes, ce qui sera le signal d'une révolution en Hongrie et, à travers la Hongrie, les troupes pousseront par la Yougoslavie jusqu'à l'Adriatique et sépareront les Balkans et le Proche Orient de l'Allemagne. Quand cela se fera-t-il ? Au moment que les Soviets considéreront comme le plus propice pour la réussite de cette entreprise. En même temps, la révolution éclatera en France.

En Yougoslavie, les masses se radicaliseront dans la mesure où la situation économique actuelle empirera. Si l'hiver apporte autant de froidure que de famine, au printemps, la Yougoslavie sera un baril de poudre et il suffira d'en approcher une allumette. »

En Bulgarie, le traité d'amitié germano-russe fut présenté par la propagande communiste comme une capitulation de l'Allemagne devant la force de la Russie et, tout en proférant des injures inouïes contre l'Allemagne, on exhortait le peuple à continuer la lutte contre le fascisme et l'agression germano-italienne. Les milieux officiels bulgares ont dû constater au cours de l'été de 1940 une recrudescence générale de la propagande bolchéviste dans les Etats du Sud-Est européen. En Bulgarie également, la propagande bolchéviste chercha à se servir de mots d'ordre nationalistes. Ainsi, la politique mesurée et consciente du Gouvernement bulgare dans la question de la Dobroudja fut stigmatisée comme un signe de faiblesse et on laissait entrevoir la perspective d'un appui de la Russie si l'on se décidait à passer outre.

En Hongrie, la propagande bolchéviste ne put guère trouver de comparses, car le souvenir du régime terroriste instauré

par Béla Khun y est encore trop vivace. La propagande secrète de l'Union soviétique s'est déchaînée d'autant plus violemment dans les régions à minorité ruthène revenues en mars 1939 à la Hongrie ; cette propagande se doublait de visées annexionnistes. Ainsi le journal d'Amsterdam « Algemeen Handelsblad » écrivait, le 30 décembre 1939, que dans ces régions on voyait sur les murs les emblèmes soviétiques, l'étoile, le marteau et la faucille. Des quantités de tracts y étaient répandus, qui vraisemblablement étaient introduits de Russie. Il était dit dans ces tracts que Staline, le père de tous les Russes et des groupes ethniques apparentés et le frère Vorochiloff voulaient libérer de ces dominateurs hongrois le pauvre peuple ruthène opprimé. Un rapport trouvé à Athènes, rapport du Ministre de Grèce à Ankara, en date du 2 février 1941, prouve bien que l'Union soviétique nourrissait effectivement l'intention d'attaquer la Hongrie. Suivant ce rapport, le Ministre de l'Union soviétique aurait déclaré à son collègue grec que « la Hongrie n'avait encore rien à redouter de la part de la Russie », mais « qu'il pourrait bien ne pas en être de même à l'avenir ».

En **Slovaquie**, la propagande se poursuivait entièrement dans l'esprit des » directives » déjà mentionnées, lesquelles contenaient des instructions détaillées concernant l'activité du parti communiste. La lutte contre le gouvernement devait être poussée activement et pénétrer jusque dans la garde Hlinka et dans les syndicats de l'Etat. Effectivement une vive agitation a été fomentée au moyen d'imprimés, d'inscriptions murales, de feuilles volantes et de symboles communistes ; cette propagande violemment germanophobe se joignait à des efforts tendant manifestement à rattacher le pays à l'Union soviétique. La Légation des Soviets à Bratislava s'est notamment fait remarquer dans l'organisation et la direction de cette propagande ; ainsi qu'en témoignait Havas au début de mars 1940, le matériel de cette agitation était imprimé dans les immeubles mêmes de cette Légation. Les machinations de la Russie soviétique furent particulièrement actives dans la région Est de la Slovaquie où les conditions ethniques compliquées fournissaient un prétexte à lancer des mots d'ordre nationalistes et panslaves.

En **Suède**, le parti communiste n'est pas fort nombreux, mais il joue un rôle tout spécial dans le cadre de l'activité internationale du Komintern. En effet, la Suède étant le seul pays de l'Europe où le communisme ne soit pas interdit,

une partie de l'activité communiste exercée autrefois dans l'Ostmark (l'ancienne Autriche), dans l'ancienne Tchécoslovaquie, en Suisse et en France, se trouva maintenant transplantée en Suède. Ainsi, l'organe officiel du Komintern « La Revue » qui paraissait autrefois à Bâle, est maintenant imprimé à Stockholm. Le principal organe de la propagande des communistes suédois est le quotidien « Ny Dag », qui a une importance toute spéciale pour l'Union soviétique, car c'est assurément le seul quotidien communiste paraissant régulièrement et légalement dans un pays neutre en Europe.

L'attitude de cette feuille subventionnée par la Russie soviétique est devenue de plus en plus hostile à l'Allemagne ; de plus, on a pris soin que les publications germanophobes du « Ny Dag » fussent répandues dans le monde entier. Ainsi, ce journal a publié à la fin d'avril 1941 un prétendu manifeste de la jeunesse communiste allemande, dans lequel étaient le plus vivement condamnées les mesures prises par l'Allemagne contre la Yougoslavie. Les quelques lignes suivantes du correspondant du « New-York Times » à Stockholm, en date du 29 avril de cette année, montrent comment on propageait dans le monde entier un article hostile à l'Allemagne : « L'édition d'aujourd'hui du journal communiste suédois a été envoyée sous pli fermé aux correspondants des journaux anglais et américains. Le manifeste mentionné était souligné au crayon, pour marquer l'importance qu'attachait la section suédoise de l'Internationale communiste à ce qu'il soit reproduit à l'étranger. Ce document extraordinaire, qui contient de vives attaques contre Hitler et sa politique, est une invitation pure et simple à l'insurrection et au défaitisme. On y brandit la menace de la désapprobation de Moscou. L'opinion générale ici est que ce document provient en réalité du Komintern de Moscou. Des observateurs à Stockholm considèrent le manifeste comme un nouvel indice impressionnant de la rapidité avec laquelle les relations se gâtent entre la Russie soviétique et l'Allemagne ».

En **Finlande**, la propagande bolchéviste avait été suspendue durant la guerre entre ce pays et la Russie, mais, après la conclusion de la paix, la Légation soviétique à Helsinki s'est remise immédiatement à réorganiser le parti communiste. Il fut d'abord reconstitué sous forme de petites cellules. On a créé pour la propagande proprement dite « l'Union pour la paix et l'amitié avec l'Union soviétique ». D'après les

jugements rendus par des tribunaux finlandais, de nombreux éléments criminels se rencontrent parmi les membres de cette Union. Pour seconder cette propagande, l'administration de la radio russe a établi au voisinage de la frontière finlandaise le poste émetteur de Petroskoï qui, dans de nombreuses émissions, cherche à porter l'agitation dans la vie politique interieure de la Finlande et à maintenir perpétuellement sous pression le Gouvernement finlandais. On s'efforce là également de troubler les relations amicales entre la Finlande et le Reich allemand.

En **France**, Moscou a systématiquement contrecarré les efforts des hommes politiques français qui, après la défaite de la Troisième République, cherchaient à gagner la population française à l'idée d'une politique de collaboration avec l'Allemagne et à celle de la solidarité européenne. Les membres du Gouvernement Pétain ont été représentés comme des traîtres à la solde de l'ennemi et comme vendus à de petits groupes du grand capital. Les difficultés économiques et sociales de la France après la défaite ont été exclusivement mises sur le compte de l'occupation du pays par l'Allemagne. Presque tous les tracts et les feuilles clandestines concluent à un appel à la révolution bolchéviste et à la collaboration avec la Russie soviétique, qui doivent remédier à tous les maux du présent. En **Belgique** et aux **Pays-Bas**, l'agitation communiste hostile à l'Allemagne est également des plus vives.

Dans le **Gouvernement Général**, la propagande soviétique s'est déclenchée immédiatement après la délimitation des sphères d'intérêts allemande et russe. Cette propagande s'adresse ici avant tout au nationalisme polonais; c'est en se servant de l'idée panslave qu'elle cherche à représenter à ces milieux la Russie comme la future libératrice du pays de la domination allemande. D'autre part, les Russes ne manquent naturellement pas de se servir des Juifs, notamment pour des falsifications de passeports et la transmission de nouvelles. Récemment on a fait aussi la vaine tentative de propager des idées subversives parmi les troupes allemandes.

Même en **Grèce** les rapports des représentants du Reich indiquent que dans les quelques semaines qui se sont écoulées depuis l'entrée des Allemands dans ce pays, les bolchévistes ont déjà essayé d'exciter de nouveau contre

l'Allemagne et l'Italie le peuple grec abandonné par l'Angleterre. Comme partout dans les territoires occupés, on prépare ici la révolution dans l'éventualité d'une guerre entre l'Allemagne et la Russie, et on y préconise le rattachement à l'Union soviétique comme la panacée qui permettra de surmonter toutes les difficultés.

La propagande russe a donc cherché à exploiter dans tous les pays de l'Europe pour ses manœuvres de révolution mondiale les difficultés et les bouleversements suscités par la guerre. Partout cette agitation révolutionnaire s'est jointe à une campagne de mois en mois plus violente contre le Reich, et contre la tentative du Reich de créer un nouvel ordre stable en Europe.

Concurremment à la propagande souterraine ci-dessus décrite, l'Union soviétique a employé les autres moyens d'agitation politique dans les pays indiqués. Ainsi Moscou a constamment cherché à contrecarrer la médiation que l'Allemagne voulait exercer pour aplanir les différends territoriaux entre la Roumanie, la Hongrie et la Bulgarie, et n'a cessé de vouloir empêcher l'adhésion des pays balkaniques au Pacte tripartite. La garantie germano-italienne accordée aux nouvelles frontières de la Roumanie a été présentée par l'agitation communiste comme une mesure de combat contre la Russie. Moscou a travaillé de la façon la plus intense contre l'adhésion de la Bulgarie au Pacte tripartite. Un délégué spécial de l'Union soviétique fut envoyé à la fin de novembre 1940 auprès du roi Boris pour empêcher le rapprochement de la Bulgarie et des Puissances de l'Axe ; en même temps, on essayait d'entraîner la Bulgarie dans le sillage soviétique par l'offre d'un pacte de garantie. Les Russes ont essayé de tirer profit de cette mission en mobilisant les communistes bulgares qui devaient en appuyer l'action au moyen de prétendues pétitions des masses adressées au Gouvernement. Lorsque, peu de mois plus tard, la Bulgarie donna aux troupes allemandes l'autorisation de pénétrer dans le pays, le Gouvernement soviétique, bien qu'il eût été minutieusement informé au préalable par le Gouvernement du Reich des raisons et des buts des mesures allemandes dans les Balkans, se fit l'instrument de la propagande britannique en prétendant dans une déclaration publique et intentionnellement hostile que l'attitude de la Bulgarie entraînerait ce pays dans la guerre, allégation suffisamment réfutée depuis par les faits.

En Roumanie, les efforts constants faits depuis 1940 par la Russie, tendaient à augmenter par tous les moyens les difficultés intérieures du nouveau régime et à préparer la guerre civile en provoquant des troubles. Dès novembre 1940, des communistes et des agents à la solde de la Russie furent infiltrés dans le mouvement légionnaire et ils cherchèrent à utiliser les antagonismes existant en Roumanie au profit des buts obscurs de Moscou. La tentative d'insurrection des légionnaires extrémistes, les 23 et 24 janvier 1941, a été le point culminant de l'action communiste qui s'était annoncée déjà en novembre 1940 par des mouvements locaux, notamment dans la région pétrolifère. La tentative d'insurrection mentionnée a été suscitée, pour une grande part, ainsi qu'il a été indubitablement constaté, par des agents et des meneurs communistes locaux. Lorsque l'insurrection eut échoué, quelques-uns de ces meneurs se réfugièrent à la Légation soviétique pour échapper à une arrestation. Le Ministre d'Allemagne à Bucarest résumait ainsi, en date du 11 février 1941, les véritables raisons de cette tentative d'insurrection : « Ce sont des éléments russes qui ont mis en scène le bouleversement, ils voulaient ainsi établir une liaison avec la Bulgarie par la Roumanie ; il a été préparé également par des agents du Secret Service. Ces milieux ont tous deux compris immédiatement quel profit on pouvait tirer de la situation. Celui qui connaît leur méthode voit clairement qu'ils ont eu la main dans l'affaire. Le projet était de semer le désordre à tout prix afin de créer le trouble en Roumanie, territoire économique et glacis de l'Allemagne. »

L'attitude de Moscou envers la Yougoslavie dévoile également les intrigues de la Russie. Le Gouvernement du Reich a eu connaissance par des documents français que l'on a trouvés, des déclarations faites par le Commissaire aux Affaires Etrangères de la Russie, Molotow, déclarations faites en mai 1940 au délégué yougoslave Georgevitch et qui montrent clairement que dans ses entretiens avec la Yougoslavie. M. Molotow avait affiché dès le début son hostilité à l'égard de l'Allemagne, tandis qu'il ne parlait de la France et de l'Angleterre qu'en termes « qui n'indiquaient aucune animosité ». Molotow, comme le rapporte Georgevitch, aurait fait ouvertement allusion à la possibilité de voir la Russie s'opposer à toute avance de l'Italie et de l'Allemagne dans la région du Danube. De plus, le Gouvernement soviétique a profité de cette occasion pour pousser la Yougoslavie à

accélérer ses armements et a fait savoir qu'il était prêt à les soutenir par la fourniture d'armes livrées à crédit.

Georgevitch a eu l'impression à Moscou que l'on y considérait l'Allemagne comme l'adversaire de demain. « Dès maintenant, l'Allemagne est le puissant ennemi contre lequel on se prépare à Moscou ». Le délégué yougoslave croit également pouvoir dire qu'en Russie « on cherche par tous les moyens à ralentir et à contrecarrer les livraisons promises à l'Allemagne ». Les milieux militaires de Belgrade jugeaient d'une manière analogue l'attitude de la Russie. Dans une notice en date du 24 juin 1940 trouvée parmi les dossiers de l'état-major général yougoslave, il est dit que « la politique extérieure de l'Union soviétique est complètement indépendante de l'Allemagne et qu'elle pourrait bien comporter des surprises pour l'Allemagne elle-même ».

L'attitude de principe de la Russie se révèle notamment dans la question des livraisons d'armes de ce pays à la Serbie ; sur ce point les dossiers trouvés à Belgrade au Ministère de la guerre nous renseignent abondamment.

Le 14 novembre 1940, le Ministre de Serbie à Moscou, répondant à une suggestion du Gouvernement soviétique, remet à l'adjoint du Commissaire aux Affaires Etrangères, Vichinski, une liste du matérial de guerre que désire avoir la Serbie. Déjà huit jours après le 21 novembre, le chef de l'état-major général russe donne la réponse suivante à l'Attaché militaire serbe: « Nous fournirons tout ce que l'on demande et immédiatement ». L'empressement de la Russie dépassait encore les demandes : on pourrait fournir encore plus de matériel ; la Yougoslavie pourrait fixer elle-même les prix et le mode de payement. L'Attaché militaire yougoslave pouvait annoncer que, du côté russe, « on était prêt à un vaste ravitaillement de guerre ». La seule condition posée par les Russes était celle d'une absolue discrétion ; on devait empêcher notamment qu'en Allemagne, en Bulgarie ou en Roumanie rien ne transpirât au sujet de ces livraisons. L'Attaché militaire yougoslave à Moscou a exprimé à diverses reprises le désir que ces négociations fussent menées exclusivement par l'intermédiaire des bureaux militaires, car autrement il y aurait à redouter des indiscrétions. La crainte de ce militaire était surtout que les Puissances de l'Axe pussent avoir vent des achats projetés. Il ressort de ceci que les milieux militaires yougoslaves avaient bien compris que l'armement suggéré par la Russie devait être

considéré comme une mesure dirigée contre l'Axe. Les Russes avaient hâte de terminer rapidement les tractations, comme le prouve en outre le fait qu'un jour après le 22 novembre, l'état-major général russe demanda à être renseigné au plus tard le lendemain sur le type des armes demandées. Les Russes soulignaient qu'il était dans l'intérêt même des Yougoslaves de répondre immédiatement. « Tout retard était très dangereux ». Les Yougoslaves envoyèrent donc le 23 novembre les indications détaillées que l'on demandait. Les semaines suivantes, les négociations traînent, cependant, et par la faute des Russes. On motive le retard d'abord par des raisons techniques, puis, plus tard, on invoque ouvertement des raisons politiques. Ce commerce d'armes doit manifestement servir comme moyen de pression contre le rapprochement qui s'ébauchait déjà entre le Gouvernement Zvetkovitch et les Puissances de l'Axe. Après avoir employé quelques semaines à essayer de surmonter les obstacles techniques allégués par la Russie, l'Attaché militaire yougoslave à Moscou écrit textuellement, le 4 février 1941, ce qui suit: « Le 4 février, le Ministère de la guerre de l'Union soviétique m'a fait savoir que les négociations concernant la livraison de matériel de guerre avaient subi un retard du fait de la signature de notre pacte avec la Hongrie et de celle du traité de commerce avec l'Allemagne. On interprète ces traités comme un signe que l'on s'écarte de la Russie. Cette déclaration ainsi que le fait que, comme on le relevait, le prix ne joue aucun rôle, montrent que l'on essaie de faire son jeu politique en tablant sur nos désirs ». Il semble que sous le Gouvernement Zvetkovitch ces négociations n'aient pas abouti.

On sait que le coup d'Etat de Belgrade et l'avènement du Gouvernement Simovitch ont été cordialement salués par la radio et la presse russes. Les « putschistes » ont sans doute vu leurs espoirs fortifiés, avant même d'agir, par l'éventualité de l'aide russe. Cette espérance du groupe Simovitch sembla devoir se réaliser lorsque, le 5 avril 1941, fut signé à Moscou le pacte d'amitié et de non-agression entre la Russie et la Yougoslavie. Etant donné toute la situation, ce traité ne pouvait être considéré que comme une provocation directe à l'adresse de l'Allemagne et comme un encouragement au Gouvernement Simovitch à persister dans son attitude hostile à l'Allemagne ; c'est du reste bien la résonance qu'il a trouvée dans la presse du monde entier. Partout on a souligné l'incompatibilité de ce traité et des accords conclus entre l'Alle-

magne et la Russie. Il fut considéré comme une volte-face décisive dans les relations de l'Allemagne avec l'Union soviétique ; on a même parlé à cette occasion de la possibilité de l'entrée en guerre de l'Union soviétique contre l'Allemagne. Le sous-secrétaire aux Affaires Etrangères, Sumner Welles, commente la démarche russe de la manière suivante, après avoir eu plusieurs entretiens avec l'Ambassadeur soviétique à Washington: «Le pacte d'amitié russe-yougoslave pourrait bien être de la plus grande importance. Il suscitera les intérêts les plus divers. Il y a lieu d'admettre qu'il s'agit là de beaucoup plus que d'un pacte d'amitié et de non-agression.» Une déclaration trouvée dans les documents du Ministre Nintchitch, frère du Ministre des Affaires Etrangères du Gouvernement «putschiste» yougoslave, indique clairement que le Gouvernement Simovitch a compris aussi que la conclusion du traité était une invitation à la lutte contre l'Allemagne. Un fait qui montre à quel point Simovitch était engagé envers la Russie soviétique c'est qu'après le début des hostilités un grand nombre d'avions militaires yougoslaves sont passés en Russie pour échapper à la destruction. En outre, suivant des nouvelles dignes de foi, le Gouvernement soviétique aurait offert aux officiers yougoslaves d'entrer au service de la Russie.

De plus, il ressort de documents que la Russie soviétique a transmis aux états-majors généraux de la Yougoslavie et de la Grèce des renseignements sur la situation et les mouvements de troupes allemandes et italiennes. Finalement, on sait de source irrécusable, que le Gouvernement soviétique a proposé le 10 avril au Ministre de Yougoslavie de faire parvenir par la Mer Noire les livraisons de matériel de guerre. Ce matériel devait être transporté d'abord au Pirée. Cette nouvelle montre que le Gouvernement soviétique avait l'intention de soutenir la lutte de la Yougoslavie contre le Reich tout au moins par la fourniture d'armes et qu'ainsi il voulait tirer dans le dos de l'Allemagne, qui lutte pour son existence.

Toute cette politique repose manifestement sur une collaboration politique et militaire de l'Union soviétique avec l'Angleterre et, récemment, aussi avec l'Amérique. On découvre un autre indice de cette collaboration, par exemple, dans l'arrêté du 18 mars du Commissaire au commerce extérieur, Nikojan, arrêté d'après lequel le transport de matériel de guerre à travers le territoire de l'Union soviétique est interdit. Il est manifeste que cette disposition, dirigée en

première ligne contre les transports se rendant d'Extrême-Orient en Allemagne, favorisait unilatéralement les intérêts des adversaires du Reich. Elle est commentée et saluée ouvertement dans ce sens par la presse anglaise et américaine.

Vers la même époque environ, se révèle également l'aide diplomatique accordée dans les Balkans par la Russie au Gouvernement anglais. On sait que le voyage à Istamboul du Ministre des Affaires Etrangères anglais Eden, avait pour but d'organiser un front balkanique, comprenant la Turquie et, si possible, l'Union soviétique, projet dont la réalisation devait être amorcée par le voyage d'Eden à Moscou. Bien que ce voyage n'ait pas eu lieu, parce que l'Union soviétique considérait que le moment n'était pas encore venu de se ranger formellement aux côtés des adversaires de l'Allemagne, Moscou était cependant résolu à agir en étroit contact avec l'Angleterre, ce qui se réalisa par le voyage à Ankara à bord d'un avion militaire russe de l'Ambassadeur anglais Cripps et par l'intermédiaire de l'Ambassadeur soviétique dans cette ville. Le résultat de ces entretiens fut la déclaration, publiée le 25 mars 1941, dans laquelle l'Union soviétique, se basant sur le pacte de non-agression qui existait entre elle et la Turquie, assurait celle-ci de sa pleine et entière neutralité dans le cas de conflits éventuels. Le but que poursuivait ainsi l'Union soviétique a été défini comme suit par le correspondant de l'Associated Press à Ankara: « En excluant la possibilité d'une contre-action de la Russie dans le cas de l'entrée en guerre de la Turquie aux côtés de l'Angleterre, Moscou opère pour la première fois ouvertement et de façon impressionnante contre la diplomatie allemande ». Si les projets anglais d'étendre le théâtre de la guerre échouèrent alors devant l'attitude réaliste de la Turquie, ceci ne change rien au fait que la Russie aidait l'Angleterre à réaliser ses intentions. Moscou a suivi la même politique envers la Yougoslavie, mais avec plus de succès, lorsqu'il encouragea, en plein accord avec l'Angleterre, les « putschistes » de Belgrade à faire leur coup d'Etat et fortifia leurs dispositions belliqueuses en concluant avec eux un traité d'amitié. Depuis lors les relations entre l'Union soviétique et l'Angleterre sont devenues toujours plus étroites dans les domaines politique et militaire, ainsi qu'il ressort notamment des nouvelles parvenues récemment sur le voyage de l'Ambassadeur Cripps à Londres.

Enfin, il existe encore des preuves authentiques que des négociations sont en cours entre Moscou et Washington,

dans le but d'assurer une collaboration politique plus étroite entre ces deux Etats. Une circulaire confidentielle adressée, le 8 juin, par le Ministre des Soviets à Bucarest à un certain nombre de diplomates qui partagent ses idées politiques, représente triomphalement une telle alliance comme devant être la plus formidable puissance militaire et économique du monde entier.

Rapports

du Haut Commandement de l'Armée au Gouvernement du Reich concernant la concentration des forces russes contre l'Allemagne

Haut Commandement de l'Armée
WFST/section L (1 op)
No: 00 110 a/41 g. Kdos.

F.H.Qu., le 13. 1. 1941
Lettre secrète du
Haut Commandement

Concerne : Violations de frontière par la Russie soviétique

Au Ministère des Affaires Etrangères
c/o M. l'ambassadeur Ritter

Alors que déjà en l'automne de l'année dernière des avions isolés de l'Union soviétique ont survolé à grande hauteur en direction de l'Ouest la ligne de démarcation, le Haut Commandement de l'Armée fait savoir que récemment, le 10. 1. 1941, près de Wojciechowice, un appareil étranger a pénétré profondément dans la zone aérienne allemande. Altitude, environ 1200 m. Formes et insignes indiquaient indubitablement qu'il s'agissait d'un avion de l'Union soviétique. Le Haut Commandement de l'Armée ne prendra pas d'abord de contre-mesures, mais a ordonné qu'on lui annonçât au fur et à mesure les violations qui pourraient se produire ultérieurement. Le Ministère des Affaires Etrangères sera tenu, d'ici, au courant.

Le Chef du Haut Commandement de l'Armée
p.O. (s) Warlimont

Haut Commandement de l'Armée
WFST/section L (1 op)
No: 00 369 a/41 g. Kdos.

F.H.Qu., le 1er mars 1941
Lettre secrète du
Haut Commandement

Concerne : Violations de frontière par la Russie soviétique

Au Ministère des Affaires Etrangères
c/o M. l'ambassadeur Ritter

Le Haut Commandement de l'Armée fait savoir que, dans les mois de janvier et de février, en dehors du cas mentionné dans la lettre du 13 janvier, des avions soviétiques ont survolé sur les points les plus différents la ligne de démarcation, notamment dans la contrée à l'Est de Chelm et à Ostrolenka.

Comme dans cette région la ligne qui sépare les sphères d'intérêts de l'Allemagne et de la Russie est formée par le cours du Boug, elle est particulièrement nette et une orientation dans l'air est très facile. Le Haut Commandement a donc dû se convaincre que ces violations de frontière sont des actes de provocation voulus.

Nous attirons à cet égard l'attention sur les propos d'officiers russes au sujet de tensions existant entre l'Allemagne et la Russie, propos dont le Ministère des Affaires Etrangères est au courant et qui, par la haine qu'ils respirent, contribuent à servir la propagande germanophobe, non seulement dans l'armée russe, mais dans le peuple russe.

Le Haut Commandement de l'Armée souligne la gravité des conséquences qui pourraient en résulter. L'ordre a été donné aux forces aériennes allemandes de montrer comme par le passé la plus grande réserve.

Le Chef du Haut Commandement de l'Armée
p.O. Jodl

Haut Commandement de l'Armée
WFST/section L (1 op)
No: 00 731 a/41 g. Kdos.

F. H. Qu., le 23 avril 1941
Lettre secrète du
Haut Commandement

Concerne : Violations de frontière par la Russie soviétique

Au Ministère des Affaires Etrangères
c/o M. l'ambassadeur Ritter

Presque journellement parviennent des informations au sujet de violations de frontière par des avions soviétiques, qui confirment l'opinion du Haut Commandement de l'Armée, exposée dans la lettre du 1. 3. au Ministère des Affaires Etrangères, qu'il s'agit là de provocations préméditées de la part des Soviets.

Le 11. 4. deux avions bimoteurs du type SB 2 ont survolé à haute altitude la ville de Belz. Le 11. 4. on a aperçu 1 avion près de Malkinia et un autre près d'Ostrow-Mazowike.

Le 14. 4. un avion soviétique a été signalé au-dessus de Langzorgen. Plusieurs avions ont survolé, le 15. 4., la ligne de démarcation dans la région de Dynow-Lodzina, au Sud de Losko.

Le 17. 4. on a constaté la présence au-dessus du territoire allemand de 8 avions, quatre près de Deumenrode et quatre près de Swiddern; le 19. 4. celle de 2 avions au-dessus de Malkinia et d'un autre avion à 200 m (!) au-dessus d'Ostrowice. En outre, on a encore annoncé la présence d'autres avions dont la nationalité n'a pu être exactement reconnue vu la grande hauteur à laquelle ils volaient.

Cependant, étant donné la direction du vol et les constatations faites par les formations allemandes en service à ces endroits, il ne fait aucun doute qu'il s'agissait dans ce cas également de franchissement de la frontière par des avions de l'Union soviétique.

Le Haut Commandement de l'Armée se voit donc obligé de constater que ces survols de la frontière qui se répètent de façon croissante ne peuvent plus être considérés que comme un emploi systématique des forces aériennes de l'Union soviétique au-dessus du territoire placé sous la souveraineté allemande. Comme, d'autre part, et par suite des renforcements de troupes qui ont eu lieu entretemps de l'autre côté de la frontière orientale de l'Allemagne, il a fallu amener de nouvelles formations allemandes pour la garantir, il y a lieu de s'attendre à voir augmenter le risque de graves incidents de frontière.

Néanmoins, le Haut Commandement de l'Armée a maintenu ses ordres de conserver une extrême réserve.

Le Chef du Haut Commandement de l'Armée
p.O. Jodl

Haut Commandement de l'Armée
WFST/section L (1 op)
No: 00 805/41 g. Kdos.

F. H. Qu, le 6 mai 1941
Lettre secrète du
Haut Commandement

Concerne : Violations de frontière par la Russie soviétique

Au Ministère des Affaires Etrangères
c/o M. l'ambassadeur Ritter

En suite à la lettre du 23. 4. le Haut Commandement de l'Armée fait savoir que maintenant des violations de frontières sont également commises par des soldats soviétiques et cela dans une mesure inquiétante.

1. Dès le début de décembre 1940, on a aperçu à divers endroits dans la contrée entre Jaroslau et Sokal des officiers et des soldats en armes, qui manifestement étudiaient systématiquement la région frontalière entre l'Allemagne et la Russie. Dans certains cas des prises photographiques ont été faites. On n'a pas toujours pu constater de façon indubitable s'il s'agissait de membres de l'armée soviétique ou de fonctionnaires russes du service de protection douanière. Dans tous ces cas, les Russes ont réussi à s'enfuir dans les taillis épais à l'approche des sentinelles allemandes.

2. On a pu faire récemment les mêmes observations également près de Smalodarsen, de Kamienczyk, de Terespol et de Cabuce. Dans ces trois derniers cas, il s'agissait d'officiers et de soldats soviétiques qui avaient abordé dans un bateau à moteur sur la rive allemande du Boug et pendant un temps assez long y ont examiné à l'aide de jumelles la région frontalière allemande.

3. Concernant l'incident déjà annoncé par téléscripteur, coup tiré sur le lieutenant Dallinger de l'état-major de la 291ème division, le Haut Commandement de l'armée reproduit ci-après le texte du rapport 18 du AOK:

« Le lieutenant de réserve Dallinger, chef du bureau cartographique de la 291ème division d'infanterie, avait l'ordre d'aller avec le caporal Giessen dudit bureau déterminer exactement les espaces que les Russes peuvent voir du sol et de leurs tours d'observation.

Dans l'accomplissement de cette tâche et au voisinage d'un fossé à la frontière, le lieutenant Dallinger a été attaqué, le 25. 4. 41, vers 16 heures et demie, dans la région située au Nord-Est de Ramutten par une sentinelle russe qui a tiré sur lui. Le lieutenant Dallinger et le caporal Giessen se sont aussitôt défilés, ont constaté l'heure et le lieu exacts, et ont continué ensuite leurs travaux, mais cette fois à plus de 100 m de la frontière. Le lieutenant Dallinger a immédiatement raconté l'incident à un fonctionnaire du service de contrôle de la frontière, qui se trouvait au voisinage et qui avait été attiré par la détonation.

Le lieutenant Dallinger, qui connaît exactement le tracé de la frontière, se trouvait indubitablement sur le territoire allemand. Ci-joint croquis exact de l'endroit.»

Le Haut Commandement de l'Armée est obligé, à la suite de ces faits, s'ajoutant à des survols nombreux et de plus en plus fréquents de la frontière, de croire que la direction de l'armée soviétique emploie systématiquement tous les moyens de renseignements dont elle dispose.

Bien que le Haut Commandement de l'Armée continue comme par le passé à maintenir ses ordres relatifs à la plus grande réserve à observer, il lui faut, cependant, souligner de la façon la plus expresse qu'étant donné le degré de la tension actuelle, des conflits armés, même d'assez grande importance, pourraient bien se produire.

Le Chef du Haut Commandement de l'Armée

p.O. Jodl

Le Chef du Haut Commandement de l'Armée
WFST/sect. L (1 op)
No: 00 886/41 g. Kdos.

F.H.Qu., le 11 mai 1941
Lettre secrète du Haut Commandement

A Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères,

Monsieur le Ministre,

Le Haut Commandement de l'Armée suit depuis des mois avec un souci croissant le développement que prend la concentration des forces russes le long de la frontière orientale de l'Allemagne.

Suivant les renseignements reçus, environ 77 divisions de tirailleurs se trouvaient en Russie d'Europe en 1939 au moment où la guerre a éclaté; sur ce nombre un peu plus de la moitié seulement se trouvait à la frontière occidentale de la Russie. Lorsque fut achevée la campagne de Pologne, ce nombre s'éleva à 114. Si, à l'époque, le Haut Commandement de l'Armée pouvait trouver une certaine raison à ces mesures dans l'occupation par des troupes russes de l'Est de la Pologne, occupation qui, du reste, s'est faite presque sans combat, il a dû être d'autant plus surpris en voyant que, lorsque ces opérations eurent été terminées conformément au plan de campagne, le nombre desdites divisions avait continué à s'accroître et atteignait le chiffre de 121.

Cependant, depuis le début de cette année, arrivent presque journellement au Haut Commandement de l'Armée des renseignements provenant de toutes les parties de la frontière et dont l'interprétation indique une vaste concentration de troupes russes à la frontière orientale de l'Allemagne. Les Russes, après avoir transporté massivement des divisions d'infanterie, ainsi que des divisions blindées et motorisées de l'espace asiatique et du Caucase, notamment après la conclusion du pacte de non-agression russo-japonais, ont augmenté, rien qu'en ce qui concerne les divisions de tirailleurs, le chiffre de leurs effectifs en Russie d'Europe jusqu'à 143 divisions d'infanterie au 1er mai 1941. Sur ce nombre, 119 divisions se trouvaient à la frontière germano-russe.

En ce qui concerne les brigades et les divisions blindées, ce déplacement croissant du point d'effort principal est encore plus prononcé. Depuis le début de l'année, presque toutes les unités motorisées et blindées constatées se trouvent dans l'Ouest de la Russie. A ce nombre s'ajoutent encore 20 divisions de cavalerie et plusieurs bataillons de parachutistes.

On peut constater un développement analogue en ce qui concerne les forces aériennes de la Russie. L'augmentation croissante des formations d'aviation légère pour soutenir l'armée de terre, ainsi que la rapidité avec laquelle on organise les constructions au sol au voisinage de la frontière, permettent de reconnaître les préparatifs pour les attaques profondes qu'exécuteraient sur le territoire du Reich allemand de fortes unités de bombardiers.

De plus, le Haut Commandement de l'Armée attire de nouveau l'attention sur les déclarations faites à plusieurs reprises par des officiers supérieurs de l'armée soviétique, parlant ouvertement, lors d'exercices de leurs troupes, d'une offensive russe qui se produirait bientôt.

A la suite de ces faits, joints aux violations de frontière par des avions et des soldats russes, violations dont le Ministre des Affaires Etrangères a été tenu au courant, le Haut Commandement de l'Armée est arrivé à la conviction, que l'on ne peut interpréter ces faits et la concentration des troupes russes à la frontière orientale de l'Allemagne, concentration dont l'ampleur revient pratiquement à une mobilisation, que comme la préparation de mesures offensives de la plus grande envergure de la part de la Russie. Le danger d'un conflit armé est donc devenu menaçant.

La concentration presque terminée de leurs troupes permet aux dirigeants soviétiques de choisir librement le moment de l'attaque. Il devient indispensable de prendre maintenant des contre-mesures du côté allemand.

Heil Hitler!

Votre très dévoué
K e i t e l

Haut Commandement de l'Armée
WFST/section L (1 op)
No: 001096 a/41 g. Kdos.

F. H. Qu., le 8 juin 1941
Lettre secrète du
Haut Commandement

Concerne: Violations de frontière par la Russie soviétique

Au Ministère des Affaires Etrangères
c/o M. l'ambassadeur Ritter

Le Haut Commandement de l'Armée remet ci-joint en annexe une liste des violations de frontière commises depuis

le début de l'année par des avions et des soldats russes. On fait remarquer que cette liste se borne à reproduire les cas qui ont été confirmés de plusieurs côtés à la fois. Il a été déjà mentionné dans la lettre du 23. 4. qu'en outre d'autres violations de frontière se sont produites.

Le Haut Commandement saisit l'occasion pour renouveler, de la façon la plus urgente, ses considérations déjà exprimées dans la lettre du 6 mai, relativement aux conséquences menaçantes de cette situation à la frontière orientale de l'Allemagne.

Le Chef du Haut Commandement de l'Armée
p.O. Jodl

1 annexe

Liste des violations de frontière par des avions et des soldats russes.

No	Date	Lieu	Remarques
1	10. 1.	Wojciechowice	probablement russe; 1 km en territoire allemand
2	4. 4.	Belz	
3	4. 4.	Belz	à 3 à 4000 m d'altitude, bimoteur, probabl. type S B 2
4	11. 4.	Malkinia	est resté ½ heure au-dessus du territoire allemand
5	11. 4.	Ostrow/Mazowike	3000 m d'altitude
6	14. 4.	Langszorgen	bimoteur russe
7	15. 4.	Dynow/Lodzina/ S Losko	plusieurs avions survolent la frontière
8	17. 4.	Deumenrode	4 avions
9	17. 4.	Swiddern	4 monoplans monomoteurs croisent au-dessus de Swiddern à 1000 m de hauteur
10	19. 4.	Malkinia	type J 16 Rada; fait un grand virage au-dessus du pont sur le Boug
11	19. 4.	Malkinia	avion venant de l'Est et survolant Malkinia en direction de l'Ouest
12	19. 4.	Ostrovice	à 200 m de hauteur, tourne en direction de Baczi, sans insigne
13	26. 4.	Souwalki	5 Russes avec véhicule: 1 sous-lieutenant, 1 sergent-major, 2 sous-officiers, 1 homme, armés de pistolets mitrailleurs
14	26. 4.	Kamienczyk	bateau à moteur contenant 6 personnes; on a vraisemblablement pris des vues

No	Date	Lieu	Remarques
15	26. 4.	Smalodarsen	2 soldats russes armés ont observé le terrain
16	27. 4.	Terespol	bateau à moteur avec 7 hommes; des officiers ont observé la frontière allemande
17	27. 4.	Kabucze	1 bateau à moteur aborde sur la rive allemande du Boug
18	7. 5.	Turan	monoplan monomoteur
19	9. 5.	Lyck	avion bimoteur
20	9. 5.	Korzew	on n'a pas pu reconnaître exactement les insignes
21	9. 5.	Saranaki	biplan russe à 30 m de hauteur
22	9. 5.	Radeby	3 à 4 km au-dessus du territoire allemand
23	10. 5.	Saranaki	a croisé 15 minutes au-dessus du territoire allemand; des vues ont probablement été prises
24	10. 5.	Granne	3 avions à 1500 m d'altitude
25	10. 5.	Wieska	avion venant de l'Est
26	10. 5.	Mogialnice	1 avion de nationalité russe
27	19. 5.	Drugen	2 avions monomoteurs ont croisé deux fois au-dessus du camp du service du travail
28	21. 5.	Grajevo	monoplan surbaissé et monomoteur à 1000 m d'altitude
29	24. 5.	Ugniewo (5 km à l'Est d'Ostrowo)	3 biplans
30	24. 5.	Gezjmki-Pozewo	1 avion de reconnaissance russe (1200 à 1500 m d'altitude)
31	24. 5.	Ostrow-Mez	vraisemblablement le même avion que celui du nº 30
32	26. 5.	Ostrow-Maz Zambrow	2 avions russes surbaissés monomoteurs; on reconnaissait distinctement les emblèmes soviétiques (environ 300 m d'altitude)
33	26. 5.	Zamosc	1 monoplan russe
34	26. 5.	Woyciechowice Ostrolenka Zamosc	1 avion (monoplan ; altitude : environ 800 m); l'emblème de l'Union soviétique, l'étoile rouge, a été reconnu
35	26. 5.	Narew-Baw (11h40)	avion de chasse monoplace (J 16) à 2000 m d'altitude, a survolé des casernes à Woyiece, Kowo, gare d'Ostrolenka
36	26. 5.	Rozan	1 avion monomoteur à 1500 m d'altitude

No	Date	Lieu	Remarques
37	26. 5.	Lubicjewo (12h01)	1 avion de chasse monoplace (J 16) vole à basse altitude en direction du camp de Komorewo (probablement la même machine que celle du nº 34)
38	2. 6.	Wiszniz	1 avion (à environ 4000 m d'altitude) au Sud-Est de Biala—Podlaske—Lomaczy
39	2. 6.	Nittken (15 km au Sud-Ouest de Larys)	1 avion à environ 8 à 9000 m d'altitude
40	5. 6.	Sarnaki	1 avion russe venant du Nord survole le Boug à grande altitude et continue en direction de Sarnaki 22 km au Nord-Ouest de Biala—Podlaska
41	6. 6.	Goworowo	2 biplans russes, probablement R 5 ou RZ à 500 m d'altitude passent au-dessus de Goworowo Ostrow—Maz—Ukliewo

Haut Commandement de l'Armée
Ausl. Nº 212/41 g. Kdos. Chefs

Berlin, le 11. 6. 41
Lettre secrète du Chef du Haut Commandement

A transmettre seulement par officier

Au Gouvernement du Reich par l'intermédiaire de Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères du Reich

Le Haut Commandement de l'Armée a tenu le Gouvernement du Reich au courant de la situation en montrant à quel point l'attitude militaire de la Russie soviétique a pris un caractère de plus en plus menaçant. Si l'attitude de l'Union soviétique a varié et si, en l'essentiel, l'accomplissement des traités n'a pas donné lieu à des réclamations dans le domaine économique, néanmoins il s'est avéré absolument, depuis lors, que les mesures militaires prises par l'Union soviétique étaient nettement conçues en vue de préparer une attaque contre le Reich allemand.

Cette évolution qui a abouti à une vaste concentration de l'armée russe depuis la Mer Noire jusqu'à la Baltique, se présente de la façon suivante :

Vers le tournant de 1939 à 1940, la sécurité de la frontière orientale de l'Allemagne ne donnait pas encore lieu à des inquiétudes. L'Union soviétique avait pris lors de la liquidation de la Pologne une attitude en apparence amicale. Cependant, dès le début de 1940, il fallut constater que

l'Union soviétique commençait non seulement à fortifier solidement sa frontière occidentale, qu'elle créait le long de la frontière la fameuse zone morte et déplaçait à l'intérieur son industrie, mais encore qu'elle procédait de façon croissante au renforcement des troupes à la frontière. Le 1. 9. 39 se trouvaient dans la région située à l'Ouest de la ligne d'Arkhangel— Kalinin—Poltava—pointe occidentale de la Crimée:

44 divisions d'infanterie,
20 divisions de cavalerie et
3 brigades motorisées et blindées.

Lors de la campagne en Pologne, l'Union soviétique avait renforcé ses troupes de 47 divisions et brigades motorisées et blindées, à la date du 28. 11. 39, portant le nombre de ses effectifs à :

76 divisions d'infanterie,
21 divisions de cavalerie et
17 brigades motorisées et blindées.

Une fois terminée la campagne de Pologne, la Russie continua, cependant, à amener de grands renforts. C'est ainsi que jusqu'au 12. 3. 40, les Russes ont amené là au moins 16 ou même probablement 25 autres divisions et brigades motorisées. Le total des effectifs soviétiques à la frontière occidentale de la Russie s'élevait donc, verl le milieu de mars 1940, à:

86—95 divisions d'infanterie,
22 divisions de cavalerie et
22 brigades motorisées et blindées.

Alors qu'au début la collaboration entre les milieux allemands et soviétiques à la nouvelle frontière dans l'ancienne Pologne s'était poursuivie en apparence d'une façon profitable et sans heurts, les incidents devinrent de plus en plus fréquents dans l'hiver de 1939/40 (annexe 1). Ces incidents dévoilèrent une répulsion prononcée à l'égard de l'Allemagne et une attitude hostile envers elle de la part des troupes soviétiques stationnées à la frontière. Leur attitude était absolument immotivée, car, du côté allemand, on montrait ouvertement des intentions pacifiques et l'on s'efforçait d'établir à la frontière un « modus vivendi » pacifique. Alors que les violations de frontière du côté allemand étaient le plus souvent sans importance et apparurent toujours s'être produites sans intention, celles que commettaient les Russes étaient de beaucoup plus nombreuses, incomparablement plus graves et

avaient souvent pour conséquence des cas de mort en territoire allemand. Il a fallu de sérieuses représentations de la part du Gouvernement allemand pour que les violations de frontière par les Russes diminuassent, au moins passagèrement.

Lors de l'occupation des Etats baltes par la Russie soviétique, il avait été convenu dans les traités que le maximum des effectifs des troupes d'occupation serait au total de 70 000 hommes. Au début, ce chiffre n'a même par été atteint. Ainsi, au 28 janvier 1939, l'armée d'occupation ne comptait que 53 000 hommes et, le 1er février 1940, 57 500 hommes L'occupation se fit sans résistance; par la suite, il ne s'est jamais produit, dans les territoires occupés, un état de choses qui ait rendu nécessaire, au point de vue militaire, une augmentation des effectifs de l'armée d'occupation. Néanmoins, après avoir complètement incorporé les trois pays, l'Union soviétique se mit à occuper ces régions avec des effectifs surabondants comprenant toutes les catégories d'armes. Au début de l'été 1940, l'ensemble de ces effectifs atteignait environ le chiffre de 52 000 hommes ; actuellement on évalue à 650 000 hommes les troupes cantonnées sur le territoire des anciens Etats baltes. La concentration de forts effectifs russes à la frontière russo-roumaine, qui commença en octobre 1940, représentait une nouvelle et grave menace pour l'Allemagne. Lorsqu'en septembre 1940, sur le désir de l'ancien Gouvernement roumain, on songea à envoyer en Roumanie une mission militaire allemande, ce qui fut plus tard réalisé, le Gouvernement de l'Union soviétique profita de cette circonstance pour concentrer des effectifs importants de l'Armée de terre et de l'Armée de l'Air à la frontière roumaine, en Bessarabie et en Bucovine et les y a laissés. La tâche de ces effectifs était d'abord d'exercer une pression sur les Etats balkaniques afin de diminuer l'influence allemande et d'annihiler les intentions de l'Allemagne sur les Balkans, intentions que celle-ci voulait réaliser d'une manière pacifique. Mais depuis que les forces anglaises faisaient sentir toujours plus vivement leur présence en Grèce, la tâche des effectifs russes massés à la frontière roumaine a consisté manifestement à intervenir dans le conflit armé devenu inévitable après le putsch du 27 mars 1941 à Belgrade et, poussant une pointe en direction de l'Oest, à établir la liaison avec l'armée yougoslave et couper de leur ligne de ravitaillement les forces allemandes se trouvant dans les Balkans. Les conditions préalables à une

offensive furent créées: des aérodromes installés au voisinage de la frontière, des bases de ravitaillement organisées, des formations blindées amenées, les communications avec l'arrière furent améliorées et on créa dans la montagne de nombreuses possibilités de la traverser pour permettre une avance. Seuls les succès rapides et décisifs de l'armée allemande ont déjoué ces projets.

Durant les années 1940 et 1941 se poursuivent, en ligne ininterrompue et comme un fil conducteur, les violations de la frontière allemande par l'armée de l'air soviétique. Ainsi, dans le seul mois de mai 1941, la frontière allemande a été survolée 27 fois par des avions soviétiques. Les violations de frontière par des soldats russes ont repris également au début de 1941 et revêtent peu à peu des formes insupportables.

Le tableau ci-après, extrait de l'annexe 2, donne l'image impressionnante des concentrations extraordinaires de troupes soviétiques à la frontière occidentale de la Russie:

1. 9. 39:
44 divisions d'infanterie,
20 divisions de cavalerie,
3 brigades motorisées et blindées,
soit environ 65 divisions.

28. 11. 39:
76 divisions d'infanterie,
21 divisions de cavalerie,
17 brigades motorisées et blindées,
soit environ 106 divisions.

1. 5. 41:
118 divisions d'infanterie,
20 divisions de cavalerie,
40 brigades motorisées et blindées,
soit environ 158 divisions.

Le Haut Commandement de l'Armée, en présence de ces renforcements de troupes de l'armée rouge, a dû déplacer peu à peu vers la frontière orientale de l'Allemagne des effectifs importants. Ce regroupement a été causé directement et exclusivement par la concentration inquiétante des troupes soviétiques.

La menace que constitue pour l'Allemagne la concentration de l'armée soviétique, répond à l'esprit germanophobe

que l'on y cultive, que l'on y excite constamment par une propagande hostile. D'innombrables renseignements, dûs également à des observateurs amis et neutres, existent sur ce point.

Il résulte du chiffre VI de l'annexe 2 qu'il faut considérer la concentration de l'armée rouge comme terminée dans l'essentiel. En effet, sur

170 divisions d'infanterie,
33 divisions 1/2 de cavalerie,
46 brigades motorisées et blindées,

se trouvent actuellement à la frontière occidentale de la Russie:

118 divisions d'infanterie,
20 divisions de cavalerie,
40 brigades motorisées et blindées.

Dans le reste de la Russie d'Europe il n'y a plus que

27 divisions d'infanterie,
5 divisions 1/2 de cavalerie,
1 division motorisée et blindée.

En Extrême-Orient, on trouve seulement:

25 divisions d'infanterie,
8 divisions de cavalerie,
5 brigades motorisées et blindées.

Il résulte donc de tout ceci que la concentration russe s'est approchée de plus en plus de la frontière. Les différentes formations de l'armée de terre et de l'armée de l'air se sont déployées vers l'avant; des aérodromes au voisinage de la frontière ont été occupés par de forts détachements de l'armée de l'air. Les opérations de reconnaissance ont augmenté d'une manière frappante et ont été exécutées en partie par des officiers supérieurs du grade le plus élevé accompagnés d'un grand nombre de collaborateurs.

Tous ces faits joints à la volonté d'anéantir l'Allemagne, volonté que l'on a fortifiée dans l'armée russe, forcent nécessairement à conclure que l'Union soviétique se prépare à attaquer le Reich grand-allemand au moment qui lui semblera propice.

Le Chef du Haut Commandement de l'Armée
Keitel

Haut Commandement de l'Armée
W F St/sect. L (I op)
No 001161/41 g. K.

Berlin, le 20. 6. 1941

Lettre secrète du Haut Commandement

Concerne: Violations de la frontière par la Russie soviétique

Au Ministère des Affaires Etrangères
c/o Monsieur l'Ambassadeur Ritter

Le 17 juin 1941 à 8h25, des soldats russes armés ont franchi la frontière russe dans le secteur de la 6ème armée allemande à l'Est de la lande de Rominten près d'Eiszeryski (15 km à l'Ouest de Kalvaridja) et se sont avancés, en se protégeant, sur le territoire allemand.

Des sentinelles allemandes ayant tiré sur les soldats russes, ils se sont mis à l'abri. Après un bref engagement, les Russes se sont retirés sur leur territoire.

Cet incident en connexion avec la concentration des effectifs soviétiques massés surtout en face de la Prusse orientale, est un nouveau signe des intentions provocatrices de la Russie soviétique.

Depuis le 11 juin de cette année, et rien que dans le secteur frontalier en face de Souwalki–Memel, on a constaté indubitablement la présence de 20 divisions d'infanterie, 2 divisions blindées et 5 brigades blindées.

Dans le secteur aux environs de Bialystok, qui forme un saillant fort avancé vers l'Ouest, sont concentrées 19 divisions d'infanterie, 7 divisions de cavalerie, 1 division blindée et 5 brigades blindées.

En arrière, autour de Baranovice, est réunie une armée de réserve comprenant: 10 divisions d'infanterie et 2 brigades blindées.

Il ressort de ceci qu'une énorme masse de troupes soviétiques divisée en quatre armées et comprenant

49 divisions d'infanterie, dont un grand nombre sont motorisées,
3 divisions blindées,
12 brigades blindées et
7 divisions de cavalerie

peut à chaque instant être mise en mouvement, de l'Est et du Sud-Est, contre la Prusse Orientale ou contre la région à l'embouchure du Boug et du Narew au Nord de Varsovie.

Une telle attaque peut être appuyée, suivant les renseignements que l'on possède sur les effectifs rassemblés dans les aérodromes soviétiques au Nord des marais du Pripet, par environ 2000 avions.

Il a été déjà exposé le 11 mai au Ministère des Affaires Etrangères que, sur le reste du front oriental également, les forces soviétiques sont concentrées d'une manière analogue bien que d'une façon moins massive. Dans les dernières semaines, le tableau présenté par la concentration des troupes soviétiques ne s'est modifié qu'en ce point que, dans le Sud de la Bessarabie, ne sont plus concentrées que des formations rapides (blindées et brigades blindées et motorisées ainsi que des divisions de cavalerie), ce qui permet de conclure à des intentions offensives.

Pour terminer, le Haut Commandement de l'Armée doit constater qu'une telle situation militaire vis-à-vis d'un Etat avec lequel existe un pacte d'amitié, est singulière.

Il ne peut y avoir aucun doute que la Russie soviétique n'a considéré depuis des mois ce pacte que comme une sécurité pour réaliser contre l'Allemagne et dans le sens de l'Angleterre la plus énorme concentration de forces militaires de son histoire.

La sécurité du Reich exige qu'il soit mis fin immédiatement à cette menace.

Le Chef du Haut Commandement de l'Armée

p.O. Jodl

Annexe 1

Incidents de frontière dans l'hiver 1939/40

25. 12. 1939: près de Mrzyglod: Coups de feu tirés sur le service allemand de protection douanière lors de l'arrestation d'un Russe astreint au service militaire.

9. 1. 1940: Kouzawka: Coups de fusil tirés sur un douanier allemand.

15. 1. 1940: Glouchow: Un fugitif se trouvant en territoire allemand a été tué à coups de fusil.

26. 1. 1940: Danilowo: Coups de fusil tirés sur une patrouille de douaniers allemands.

30. 12. 1939: Wolka-Nabourzba: Une femme venant de l'Union soviétique a été tuée à coups de fusil sur le territoire allemand.

19. 12. 1939: Sokolow: Coups de fusil tirés sur des fugitifs par poste de sentinelle russe, employant des balles traçantes. Les coups sont tombés du côté allemand à environ 300 m de la frontière.

6. 1. 1940: Rayskle-San: On a tiré sur un Ukrainien à 110 m de la frontière.

8. 1. 1940: Koytniky-San: Fugitif tué sur le sol allemand; un autre gravement blessé.

7. 1. 1940: Ostrow-San: 2 colporteurs chinois tués à coups de fusil.

27. 1. 1940: Kankowo:
1. 2 sentinelles russes ont tiré sur un frontalier inconnu qui se trouvait sur le territoire allemand et qui a été mortellement atteint.
2. Une sentinelle russe franchit la frontière et entraîne un jeune frontalier de l'autre côté de celle-ci.

1. 2. 1940: Ougniewo: Poste douanier annonce que des troupes russes à la frontière ont tiré sur poste de douane.

2. 2. 1940: Sokal: Sentinelle abat à coups de fusil un fugitif et une femme sur le sol allemand (Swistawski).

23. 2. 1940: Przemysl: En franchissant illégalement la frontière, une femme a été blessée à la cuisse par des Russes qui ont tiré sur elle 10 coups de fusil.

13. 2. 1940: Sokal: Juif abattu à coups de fusil sur le sol allemand par sentinelle russe.

8. 3. 1940: Sokal: On a tiré sur 2 frontaliers se trouvant en territoire allemand; l'un d'eux a été tué.

Etat-Major général des Forces terrestres, .
Forces terrestres étrangères, Est II

Annexe à 944/41 g. Kdos
Annexe 2.

Tableau comparatif des renforts de l'armée rouge depuis le 1. 9. 1939

	Effectif	Région frontalière de l'Ouest			Reste de la Russie d'Europe			Extrême Orient			Total			Remarques
	le	Div. d'inf.	Div. cav.	Brig. blindées motorisées	Div. d'inf.	Div. cav.	Brig. blindées motorisées	Div. d'inf.	Div. cav.	Brig. blindées motorisées	Div. d'inf.	Div. cav.	Brig. blindées actionnées	
I	1. 9. 39	44 (2 mot.)	20	3**	33	4½	1**	28 (1 mot.)	8½	1**	105 (3 mot.)	33	5**	Début de la guerre
II	28. 11. 39	76	21	17	38	4	7	36	8	7	150	33	31	
	Changement depuis 1. 1. 39	+32	+1	+14	+5	–½	+6	+8	–½	+6	+45	–	+26	Après la campagne de Pologne et l'entrée dans les Pays baltes, avant le début de la guerre contre la Finlande
III	12. 3. 40	86–95	22	22	26–31	4	3	34	7	7	146–160	33	32	
	Changement depuis 28. 11. 39	+10 à +19	+1	+5	–12 à –7	–	–4	–2	–1	–	–4 à +10	–	+1	Fin de la guerre contre la Finlande
IV	1. 8. 40	83	18	24	34	6	4	34	9	8	151	33	36	
	Changement depuis 12. 3. 40	–3 à –12	–4	+2	+8 à +3	+2	+1	–	+2	+1	+5 à –9	–	+4	Après l'occupation des régions ayant appartenu à la Roumanie
V	1. 1. 41	92	20	29	29	5	2	29	7	5	150	32	36	
	Changement depuis 1. 8. 40	+9	+2	+5	–5	–1	–2	+5	–2	–3	–1	–1	–	
VI	1. 5. 41	118	20	40	27	5½	1	25	8	5	170	33½	46	
	Changement depuis 1. 1. 41	+26	–	+11***	–2	+½	–1	–4	+1	–	+20	+1½	+10***	

A l'Ouest
* Ligne Arkhangel
Kalanin
Poltawa
Pointe occidentale de la Crimée

** Corps blindé, nombre de brigades inconnu

*** Y compris 5 divisions blindées

40th 41

Rapport

du Ministre de l'Intérieur du Reich
et du Chef de la Police allemande,
Chef des formations SS pour le Reich
au Gouvernement du Reich
sur les menées ourdies par l'U.R.S.S.
contre l'Allemagne et le national-socialisme

Le Ministre de l'Intérieur du Reich. Berlin, le 20. 6. 1941.

Nous joignons un rapport du Chef de la Police de sûreté et de la Sûreté générale en date du 10 juin 1941 sur les menées ourdies par l'U.R.S.S. contre l'Allemagne et le national-socialisme.

Le Ministre de l'Intérieur du Reich.
signé: Frick
Le Chef de la Police allemande. Chef des SS pour le Reich.
signé: Himmler

Au
Gouvernement du Reich
aux bons soins de
M. le Ministre des Affaires Etrangères
Berlin.

Le Chef de la Police de sûreté et de la Sûreté générale.
IV E L 17/41 gRS.

Berlin, le 10 6. 1941

Affaire du Reich secrète!

Rapport
au Chef de la Police allemande, Führer des SS pour le Reich.

On connaît en général le travail de désagrégation auquel se livrait l'Internationale communiste contre les Puissances de l'Axe, notamment contre l'Allemagne nationale-socialiste jusqu'à la conclusion du Pacte consultatif et de non-agression en date du 23. VIII. 1939 entre l'Allemagne et la Russie des Soviets.

L'espoir qu'après la signature de ce pacte et conformément à ses stipulations, la Russie des Soviets se comporterait de façon loyale et cesserait de se livrer à des menées contre le Reich était fallacieux. Les buts immuables — assurément connus — des dirigeants soviétiques demeuraient la désagrégation communiste, les tentatives de sabotage et de terrorisme et l'extension à l'extrême d'un service de renseignements dans les domaines militaire, économique et politique.

Il n'y eut de changé que la méthode qui ne cessa, sous des modalités toujours nouvelles et des camouflages subtils de placer le contre-espionnage en présence de tâches inédites

I. Organisation et programme du Komintern.

L'Internationale communiste (Komintern) est l'organisation soviétique (avec siège à Moscou) qui se propose (§ 1 du statut) ceci: « Unir en un Parti mondial les partis communistes de tous les pays et lutter pour la mainmise sur la classe ouvrière ainsi que pour les principes du Communisme et la dictature du Prolétariat.» (Aujourd'hui encore appartiennent au Bureau du Comité exécutif du Komintern: Staline — comme premier Secrétaire du Parti communiste de l'Union des Soviets — de même que Molotow, l'émigré allemand Pick — en qualité de représentant de la section allemande de l'Internationale communiste — le chef communiste français Thorez et, comme Président, Dimitroff, le terroriste bulgare que l'incendie du Reichstag a mis en vedette.)

Pour les autorités officielles de l'Union des Soviets, le Komintern est l'organisation libre — inofficielle, c'est-à-dire indépendante des services administratifs — que l'on peut employer avec une ampleur qui ne connaît pas les frontières, pour les machinations de toute espèce. Indépendamment des services spéciaux de renseignements et des services d'espionnage, le Komintern est également affecté à ces tâches particulières à l'étranger, de sorte qu'on ne peut que difficilement procéder à une discrimination précise lorsqu'il s'agit de combattre ces diverses activités.

En augmentant le personnel et en intensifiant les dépenses, le Komintern a multiplié précisément pendant la guerre son activité. Il a inondé l'Europe entière d'appels et de directives émanant des différentes sections nationales en vue d'enflammer les partisans de l'idéologie communiste et de les décider à des menées séditieuses aussi intenses et énergiques que possible contre la « Guerre impérialiste de l'Allemagne ». Il s'agissait, surtout de compenser par cette recrudescence d'agitation la mauvaise impression que l'on pouvait appréhender pour l'Union des Soviets de la conclusion du Pacte avec l'Allemagne nationale-socialiste.

II. La nouvelle méthode de menées subversives.

1. Contre le Reich.

A la suite de la répression sans pitié et de l'anéantissement sans phrase dont le Parti communiste fut l'objet à partir de 1933 — comme conséquence inéluctable de l'attitude combative du national-socialisme, répudiant tout compromis — les efforts les plus ardents dépensés du dehors par le Kom

interne de même que l'activité — parfaitement contrôlée — des débris du Parti communiste (KP) avec ses groupes de la section de politique militaire (AM) et ceux de l'espionnage industriel (BB), avaient été vains dans la période antérieure à la conclusion du Pacte.

Au développement de la contre-mine de la Police, le Komintern répondit par des directives indiquant les méthodes d'une tactique de désagrégation plus subtile. Selon l'exemple du «Cheval de Troie» il fallait agir davantage encore du dedans — et ici on s'inspirait de ce qui était devenu classique depuis la guerre civile espagnole. La signature du Pacte du 23. VIII. 1939 avait privé ce travail de sape de toute résonance propice à la propagande: aussi le Comité exécutif du Komintern voulut-il remédier à cette déficience en multipliant les efforts en vue de rajeunir l'organisation considérablement amplifiée des groupes de politique militaire et d'espionnage. Mais tandis que dans les territoires occupés les vigoureux organes récepteurs, toujours existants, du Parti communiste facilitaient la besogne du Komintern, les efforts de ce dernier dans le Reich, grâce à d'opportunes interventions, en restèrent toujours au stade de la tentative avortée.

Un service d'observations continu permit de constater dans les pays européens un rétablissement accentué des offices de liaison du Komintern dans l'unique but d'intensifier les menées subversives et l'activité des services de renseignements dont l'Allemagne était l'objet.

C'est ainsi qu'il y a un office de liaison principal auprès du Parti communiste de Suède à Stockholm. Cet office est un des foyers d'action les plus remuants en même temps que les plus dangereux du Komintern. La multitude et la variété de la documentation dont nous disposons, nous permettront de préciser maintenant les procédés auquels il a recours contre le Reich.

On utilisa de préférence à cette fin d'anciens hauts fonctionnaires communistes allemands formés à Moscou et dans d'autres villes d'Europe au cours d'une préparation s'étendant sur de longues années. Ils furent pour la première fois introduits subrepticement dans le Reich en 1939. L'un des plus roublards réussit à prendre largement contact à Berlin avec les camarades d'antan et, par un travail méthodique, il parvint à organiser de nouveau des cellules d'entreprises communistes dans les grandes usines de Berlin où l'on se livrait à d'importants travaux d'armement. Il se proposait nettement comme but de désorganiser le personnel aussi

bien que de l'inciter au sabotage tout en pratiquant du même coup l'espionnage industriel. Par des itinéraires de courrier habilement préparés, on ne cessait de recevoir à la chaîne documentation, ordres et fonds des instructeurs du Komintern de Stockholm et de Copenhague. Le grand directeur de cette organisation, qui prenait de dangereuses proportions, était le député au Rigsdag de Stockholm Linderoth, représentant du Bureau d'Europe du Komintern dans cette ville.

Il s'acquittait des missions particulières que le Comité exécutif de l'Internationale communiste lui confiait pour les différents pays. De Stockholm, Linderoth stimulait à Copenhague les émissaires directs du Komintern dans leur activité contre le Reich et il leur fournissait également les subsides nécessaires. Pour protéger le plus possible contre les interventions de la Sûreté générale les hauts fonctionnaires engagés sur le terrain des opérations — les Arthur Emmerlich (né le 20-IX-07 à Niederwiesa), les Willy Gall (né le 3-X-1908 à Falkenstein, Voigtland), les Rudolf Hallmeyer (né le 3-II-08 à Plauen) ou les Heinrich Schmeer (né le 20-II-1906) — les émissaires de Linderoth les instruisaient des méthodes que, d'après eux, la police adoptait. Cette éducation était l'œuvre de Dimitri Fedosejewitch Krylow, commissaire — bien connu ici — du Guépéou, devenu depuis le 3-II-1914 une section du « Commissariat du peuple fusionné pour les affaires intérieures » et cela sous la dénomination de « Commissariat du peuple pour la sécurité de l'Etat ».

L'organisation développée par les hauts fonctionnaires ci-dessus nommés travaillait — par l'intermédiaire d'un office de courriers entretemps établi à demeure à Hambourg — via Copenhague et Stockholm, avec Moscou: son but était de fournir en échange de subsides et de directives, des renseignements sur ce qu'il y avait de plus intéressant dans la fabrication et la production en Allemagne des armes dernier cri.

A cette organisation incombait de plus la confection de tracts séditieux. Dans le dernier ordre — fin mai 1941 — du Komintern parvenu de Moscou à Emmerlich, il est surprenant de constater que l'on préparait et que l'on était en train de réaliser, précisément pour les deux mois prochains, l'envoi d'un nombre important d'autres instructeurs qui devaient être répartis entre les divers districts du Reich.

Etant donné que, du fait de l'ampleur de l'organisation, une surveillance continue n'était plus en mesure d'empêcher des actes dommageables, on intervint à temps, fin mai 1941, en s'assurant de la personne de tous les conjurés.

2. Contre les territoires occupés par l'Allemagne.

La technique des menées subversives auxquelles le Komintern se livre dans les territoires occupés par l'Allemagne revêt la forme que nous venons de décrire.

Pour le détail il convient de relever ceci:

a) Dans le Protectorat.

Dès avant l'occupation de ce qui fut la Tchécoslovaquie, le Parti communiste avait déployé dans ce pays une très grande activité: mais ce fut surtout l'instauration du Protectorat qui permit à ce parti de donner toute sa mesure en fait d'actes illégaux. Au cours des dernières années, les fonctionnaires communistes de cette région n'avaient cessé d'être appelés à Moscou à l'école Lénine où dans des cours de politique militaire ils recevaient une éducation théorique et pratique en vue de la guerre civile et du terrorisme.

Après l'établissement du Protectorat, ces fonctionnaires qualifiés purent exercer leur activité. La première chose qu'ils firent fut d'organiser et de développer une dépendance de l'illégal Parti communiste d'Allemagne. Le Consulat général de l'U.R.S.S. à Prague maintint et entretint la liaison avec le Komintern ainsi que la surveillance et la direction de l'activité du Parti. L'homme de liaison avec le Consulat était le correspondant de l'agence Tass, attaché de presse précisément audit Consulat général, le Juif Kurt Beer. En cette dernière qualité, il recevait de la représentation soviétique des journaux russes ainsi que du matériel de propagande que, conformément aux instructions données, il passait aux hauts fonctionnaires du Parti communiste allemand. Il était aussi le distributeur d'énormes subsides destinés à alimenter l'activité illégale du Parti.

Indépendamment de cette liaison par l'intermédiaire du Consulat général, il y avait encore dans le Protectorat un sans-fil direct avec le Komintern à Moscou. Les fonctionnaires chargés de la direction de cet émetteur clandestin du Komintern à Prague avaient été également formés dans une série de cours spéciaux qui leur avaient été donnés à Moscou à l'Ecole de radiotélégraphie de cette ville (cette école est contrôlée par le Komintern et se trouve sous la surveillance de l'armée rouge). Ces cours sont très complets et portent le nom d'« Oms », c'est-à-dire Organisacia mezdunarodnowa sojedinemina (Organisation des relations internationales).

L'appareillage radiotechnique de Prague, encore en activité il y a quelques jours, consistait en une grande installation d'émission et de réception.

Par TSF on transmettait de Prague des rapports sur l'état général de la politique intérieure, sur le déclenchement et le développement des entreprises du Parti, sur les séances de la Direction centrale et les résolutions qui y avaient été prises ainsi que sur la situation, l'état d'esprit et l'activité du Parti — et l'on recevait ordres et directives correspondants du Comité exécutif du Komintern de Moscou. Des radiotélégrammes échangés qui ont été saisis, constituent la preuve la plus parfaite qu'on puisse imaginer de l'idée révolutionnaire qui anime le Komintern sans ménagement aucun pour le national-socialisme dont il poursuit l'anéantissement.

b) En France occupée.

Le Komintern a aussi porté son attention de façon particulière sur le Parti communiste français, cela d'autant plus que, déjà de l'avis de Lénine, la France devait devenir le boulevard bolchevik de l'Europe occidentale. Etant donné l'état de pulvérisation et de cachexie dans lequel se trouve ce pays, l'Internationale communiste, qui avant la guerre y disposait de nombreux partisans, espère arriver à triompher.

Ici encore, on a constaté de façon irréfutable que les représentations de l'Union des Soviets ont pourvu de toutes manières les communistes de France de fonds et de moyens de propagande.

Le Pacte du 23-VIII-1939 n'a joué, lui non plus, aucun rôle en l'occurence, à moins qu'on ne veuille enregistrer une recrudescence par voie indirecte de l'activité des communistes français contre l'Allemagne à partir de cette date. Il n'y a pas de preuve plus péremptoire et plus objective à la fois de ce que nous avançons que le document de la « Sûreté nationale » saisi à Paris, lors de la vérification des archives et concernant le quotidien « L'Ordre ». Il résulte des documents authentiques de la police française, qu'outre le chef du service de presse de la Légation de Yougoslavie Voutzevitch et Jacques Ebstein, amant de Lady Stanley, sœur de Lord Derby, le Juif tchèque Otto Katz, alias Karl Simon, au service des Soviets, a participé à l'assainissement financier dont cette feuille a été l'objet en novembre 1939 A la même époque l'Ambassadeur des Soviets à Paris Suritz a rendu visite en compagnie de l'ancien Ministre de l'Espagne rouge Negrin, au rédacteur en chef de « L'Ordre » Buré, dans sa villa de Saint-Cloud, et en janvier/février 1940 il retourne chez ledit Buré, mais cette fois avec Birioukoff, le Secrétaire de l'Ambassade. Il fut convenu au cours de ces visites qu'un certain Stevenont obtiendrait un emploi dans l'administration du

journal en qualité de représentant officiel de l'Ambassade soviètique. Le subside prévu de ce chef fut porté à 800 000 francs par moins fin mars. Après la dissolution du parti communiste de France, il fut expressément ordonné aux chefs communistes de prescrire à leurs partisans de lire « L'Ordre » comme feuille germanophobe de toute confiance.

c) Dans les autres territoires occupés.

En Norvège, c'est également la Légation des Soviets d'Oslo qui est le centre de la propagande subversive du Komintern. Ici on a pu prendre en flagrant délit les membres de ladite Légation.

En Hollande, en Belgique, dans ce qui fut la Yougoslavie, on a des preuves de l'emploi des méthodes de travail auxquelles on a recours contre le Reich.

Ce serait dépasser de beaucoup le cadre de ce rapport sommaire que de vouloir indiquer de façon complète l'énorme documentation de témoignages et d'écrits dont on a le détail sur les menées subversives ainsi que sur l'espionnage du Komintern.

L'important est de relever la constatation sans cesse répétée que le comportement de l'Union des Soviets à l'égard du Reich et des territoires occupés par lui a manqué de franchise et que le travail de désagrégation du Komintern depuis 1940 a fébrilement augmenté.

III. Le sabotage par le Komintern.

Dix ans déjà avant la guerre, le Komintern s'était mis à enjoindre aux communistes éprouvés de toutes les sections de venir en Russie pour s'y initier dans les écoles spéciales à la science du sabotage et à la manipulation des explosifs, de sorte que, depuis 1930, les cours dits de formation de politique militaire furent repris à Moscou avec la dernière énergie pour ne plus subir d'interruption jusqu'à maintenant. Comme le Komintern, dans la réalisation de ses ambitions de politique mondiale, était toujours forcé de compter avec la possibilité d'une solution guerrière, il publia dans ses congrès mondiaux des directives qui invitaient sans ambages ses adhérents à se livrer à des actes de terreur et de sabotage et représentaient ces crimes brutaux comme une nécessité politique.

Le grand nombre de groupes de terroristes et de saboteurs découverts par la Sûreté générale sur le territoire du Reich, groupes fondés sur l'ordre du Komintern, est caractéristique de l'attitude de l'Union des Soviets à l'égard du Reich. Préparatifs d'attentats contre des objets d'importance militaire,

contre des ponts, destructions à l'explosif de voies ferrées de grand transit, destruction et paralysie d'installations industrielles capitalistes, tels furent les buts proposés aux coups de ces groupes purement communistes qui, dans l'exécution, ne reculaient pas non plus devant des attentats à la vie humaine. Indépendamment de missions de sabotage, ces infracteurs recevaient des directives en vue de s'en prendre aux personnalités dirigeantes du Reich.

Encore qu'on ait été en droit d'admettre que la série de ces crimes exécutés par le Komintern ou préparés par lui se terminerait avec la conclusion du Pacte consultatif et de non-agression du 23 août 1939, on a par les vastes recherches auxquelles on a procédé, notamment aussi dans les territoires occupés par l'Allemagne, obtenu la preuve que le Komintern ne songe nullement à mettre un terme à sa criminelle activité ayant pour cible le Reich.

Indépendamment des groupes de sabotage de navires, formés par l'Angleterre sur les indications du Secret Service, groupes dont le but était, dès le temps de paix, d'anéantir le tonnage allemand, il y avait une organisation terroriste encore plus ramifiée qui devait son existence au Komintern et dont la mission consistait surtout à détruire les navires des Etats qui s'étaient à l'époque unis dans le bloc anti-komintern.

On a pu établir que les membres de cette organisation n'ont cessé de travailler jusqu'à la fin de 1940 et ont cherché à plusieurs reprises à agir, depuis le Danemark, sur le territoire du Reich. Le chef de cette organisation était l'émigré allemand Ernst Wollweber, qui en 1931 était membre de la direction de la RGO (Rote Gewerkschaftsopposition: opposition syndicale rouge) pour le Reich et fut élu en 1932 au Reichstag comme député du Parti communiste d'Allemagne. Emigré à Copenhague en 1933, Wollweber y assuma la direction de l'ISH qui comme Internationale professionnelle des gens de mer et des dockers (Berufsinternationale der Berufsseeleute und Hafenarbeiter: ISH) est le grand agent d'exécution des actes de sabotage ordonnés par le Komintern, en particulier contre les navires allemands. Wollweber est le grand responsable de l'organisation et de l'activité des groupes de sabotage formés en Allemagne, en Norvège, en Suède, au Danemark, en Hollande, en Belgique, en France et dans les anciens Etats baltiques, partout sur les indications de Moscou. Il contrôlait dans une large mesure l'acquisition et le transport des explosifs ainsi que d'autre matériel de sabotage

et disposait des sommes largement mises à disposition par le Komintern pour le financement de l'organisation et pour la rétribution des agents. Lors de l'entrée des troupes allemandes à Oslo en mai 1940, Wollweber s'enfuit en Suède où jusqu'à ce jour il se trouve détenu à Stockholm. Le Gouvernement soviétique a fait des démarches auprès du Gouvernement suédois pour obtenir la remise de Wollweber aux autorités russes, d'autant plus qu'entretemps la nationalité soviétique lui a été conférée en raison du succès avec lequel il a travaillé pour le Komintern.

C'est aux menées de ces groupes terroristes de communistes répandus sur toute l'Europe qu'il faut attribuer les sabotages en série dont

16 navires allemands
3 navires italiens
2 navires japonais

ont été l'objet et qui dans deux cas ont abouti à la perte totale des meilleurs navires. Ces criminels tentèrent tout d'abord de détruire les navires par des incendies : mais, cette méthode n'aboutissant le plus souvent pas à la perte totale désirée, ils se mirent tout récemment à se livrer à des attentats à l'explosif contre les flottes circulant dans la Baltique et dans la Mer du Nord. Leurs points d'appui se trouvent surtout dans les ports de Hambourg, de Brême, de Dantzig, de Rotterdam, d'Amsterdam, de Copenhague, d'Oslo, de Reval et de Riga.

Les groupes de sabotage communistes formés en Hollande, en Belgique et en France opéraient sous la direction du communiste hollandais

Josef Rimbertus Schaap,

qui, en qualité de dirigeant de l'Interclub, exerçait son activité à Rotterdam et entretenait les plus étroits rapports avec de hauts fonctionnaires de toute l'organisation en Scandinavie. Il avait sous ses ordres immédiats l'ancien chef de l'organisation RFB de Hambourg,

Karl Bargstädt,

à qui dans l'organisation générale incombait la partie technique de l'exécution des attentats à l'explosif. Le matériel nécessaire à cette fin provenait des gisements de minerai du Nord de la Scandinavie et était fourni au groupe de sabotage communiste de Hollande, de Belgique et de France par des gens de mer hollandais via Narvik, le port métallurgique de Norvège, et via Lulea, jouant pour la Suède un

rôle analogue. L'un des courriers d'explosifs les plus marquants était le communiste hollandais

Willem van Vreeswijk,

qui a pu être mis en état d'arrestation à Rotterdam.

Le groupe hollandais aussi bien que le groupe belge disposaient de quelques laboratoires dans lesquels ils fabriquaient des bombes incendiaires et des bombes explosives. Les attentats de sabotage dirigés contre le vapeur italien « Boccacio » et le vapeur japonais « Kasij Maru » sont l'œuvre de ces groupes. Des tentatives visant des navires allemands dans les ports d'Amsterdam et de Rotterdam purent être découvertes à temps et empêchées.

Au cours de recherches ultérieures la Sûreté générale réussit à s'assurer de 24 terroristes communistes, parmi lesquels se trouvaient également le chef du groupe de sabotage hollandais

Achille Beguin

et celui du groupe de sabotage belge

Alfons Fictels.

Schaap lui-même fut arrêté le 1. VIII. 1940 par la police danoise à Copenhague, alors qu'il était sur le point de remettre en activité l'organisation de sabotage de navires déjà existante au Danemark.

Le Komintern s'efforce d'atteindre et d'anéantir à l'aide d'actes de sabotage la navigation allemande jusque dans l'aire de la Baltique à un point qu'on ne saurait imaginer. C'est ce qui résulte cependant des arrestations de fonctionnaires en vedette du Parti communiste danois auxquelles la sûreté générale aidée de la police danoise put procéder de février à avril 1941. Ces fonctionnaires avaient activement soutenu les groupes de sabotage communistes. Parmi ces personnes se trouvent entre autres un membre du Comité exécutif du Parti communiste du Danemark, secrétaire général de l'ISH

Richard Jensen,

le rédacteur du journal communiste danois « Arbeiterblatt » de Copenhague,

Thöger Thögersen,

et le membre du Bureau de la Fédération des amis de l'Union des Soviets du Danemark, le demi-juif

Otto Melchior.

C'est au groupe de sabotage communiste du Danemark qu'il faut attribuer notamment les attentats dont le vapeur « Saar » et le cargo allemand « Phila » ont été l'objet, l'un

dans le port de Reval et l'autre dans celui de Königsberg, une formidable explosion ayant déterminé une grande voie d'eau dans la paroi de l'avant de ce dernier navire au niveau de la ligne de flottaison. C'est dans le port de Riga que l'explosif à retardement avait été placé à bord.

Les artifices de mise en feu chimico-mécaniques ainsi que les cordeaux employés dans l'organisation communiste danoise provenaient de Suède et de là ils étaient chaque fois transportés à Copenhague par des ouvriers spéciaux qui les prenaient dans un magasin de confections pour hommes de Malmö où ils étaient en dépôt.

Les déclarations en cours d'instruction d'autres terroristes communistes du Danemark ont fourni les indications les plus précieuses sur l'activité du Komintern contre l'Allemagne.

C'est ainsi que ce dernier attachait une importance particulière à s'assurer comme collaborateurs des gens de mer scandinaves, car il estimait que dans une guerre future les Etats du Nord seraient les seuls à demeurer neutres et que seuls leurs ressortissants auraient la possibilité de se livrer de à des actes de terrorisme dans des ports allemands ainsi que contre des navires allemands. Il y avait de plus comme instruction capitale pour ces gens de mer d'anéantir à l'aide de bombes incendiaires et explosives le chargement de leurs propres navires, au cas où les intérêts de l'Union des Soviets l'exigeraient. Wollweber lui-même avait donné comme directive à quelques groupes de sabotage des Etats baltiques et des ports allemands de la Mer du Nord de s'assurer sur tous les navires circulant dans ces parages au moins un collaborateur de confiance qui devait être formé avec soin pour son activité future dans l'esprit de la IIIe Internationale.

C'est aussi sur son ordre que l'on a tenté de constituer un groupe de sabotage à Dantzig.

On a pu entretemps arrêter de hauts fonctionnaires ISH de ces groupes, dont

Arthur Samsing,

ressortissant norvégien, originaire d'Oslo, qui a longtemps résidé dans l'Union des Soviets et ces gens ont fourni des indications détaillées sur leurs entreprises de sabotage dirigées sur les ordres de Wollweber contre le Reich.

C'est de même sur l'ordre du Komintern que Wollweber organisa des points d'appui dans les îles de la Baltique: Dagö et Oesel. Toutefois, les collaborateurs que l'on avait pu gagner ici, ne devaient entrer en jeu qu'au cas où, au cours

d'une guerre entre l'Allemagne et l'Union des Soviets, ces îles auraient été occupées par les troupes allemandes ou par la marine de l'Allemagne. Les actes de sabotage devaient surtout viser les bases de sous-marins, les aéroports et les réservoirs de carburant.

Le fait que depuis mars 1941 la Sûreté générale a pu constater en Haute-Silésie et dans le Gouvernement général que les chefs des organisations polonaises de sabotage et de terrorisme étaient de plus en plus des éléments communistes, montre à quel point le bolchévisme s'efforçait de déployer son activité dans le Reich lui-même, où, d'ailleurs, l'organisation d'actes de violence accomplis dans ces derniers temps porte la marque caractéristique des méthodes communistes telles que le Komintern les a fait exposer dans les écrits distribués à toutes ses sections à l'occasion de l'établissement de ses « Thèses de guerre » aux VI[e] et VII[e] Congrès mondiaux.

IV. L'espionnage soviétique (Service de renseignements économique, militaire et politique) contre le Reich.

1. Méthodes du Guépéou contre les minorités allemandes transférées.

Lorsque, par le traité germano-russe du 29. IX. 1939 relatif aux frontières, la Russie a pu bénéficier, elle aussi, des résultats de la victoire allemande sur la Pologne en obtenant un vaste agrandissement de territoire, elle a profité de l'établissement d'une frontière commune germano-russe délimitant la sphère d'action des intérêts respectifs, pour transformer le premier contact territorial avec le Reich grand-allemand en une base d'irruption pour d'innombrables espions envoyés sur le territoire de son partenaire du Pacte de non-agression.

La grande initiative du Führer ramenant au bercail germanique les minorités allemandes vivant en terre russe a été utilisée d'odieuse façon à ces fins.

Lorsque les membres de l'ethnie allemande, répondant à l'appel du Führer, se présentèrent en masse pour le transfert, le fameux Guépéou — qui depuis le 3. II. 1941 était devenu, sous le titre « Commissariat du Peuple pour la sécurité de l'Etat », une section du « Commissariat du peuple fusionné pour les affaires intérieures » — surgit pour gagner à ses fins d'espionnage, par l'emploi des moyens les plus répréhensibles, nombre de ces Allemands et cela contre le pays où, poussés par l'amour de la patrie, ils se disposaient à

revenir. Il est vrai que le Guépéou n'a guère eu à enregistrer de succès pratique, parce que la plupart de ces gens que l'on tyrannisait avec ces exigences d'espionage, révélèrent, aussitôt arrivés en terre allemande, ce à quoi on voulait les contraindre, mais le fait n'en demeure pas moins un flétrissant stigmate des méthodes de travail du Guépéou et aussi de celles des dirigeants soviétiques.

Dans tous ces cas les candidats allemands au transfert furent convoqués au Guépéou pour y être interrogés pendant des heures, interrogatoires ponctués de la menace d'être exclus du transfert s'ils ne se montraient pas dociles aux exigences de cette administration. Celle-ci avait aussi volontiers recours à la méthode consistant à déclarer aux candidats au transfert auxquels on s'était ainsi adressé, que l'on se rattraperait sur les membres de leurs familles demeurés en Russie et qu'on les considérerait comme otages, si eux, les partants, ne remplissaient pas les obligations assumées — assumées sous la contrainte ! — ou s'il leur arrivait d'oser porter plainte en Allemagne. On proférait encore d'autres menaces, le Guépéou avait le bras long, il saurait bien les atteindre en Allemagne, mesures d'intimidation qui ne pouvaient manquer de faire impression individuellement sur le modeste candidat au transfert. Et ce ne furent pas seulement des hommes que l'on contraignit ainsi à s'engager de façon éhontée, on s'en prit également aux femmes. Dans ce qui suit nous allons indiquer quelques-uns de ces cas — il y en a des centaines — constituant un exemple caractéristique des procédés que l'on se permettait à l'égard d'Allemands.

a) Lors du transfert des Allemands de Bessarabie dans le Reich Madame Maria Baumann de Tchernowitz se présenta au service pour déclarer — ce qui a été corroboré sous serment par les témoins — que le Service secret russe voulait la contraindre à faire de l'espionnage en Allemagne. Elle a dû à différentes reprises comparaître devant les autorités supérieures du Guépéou où l'on chercha par tous les moyens à la décider à accepter cette besogne d'espionnage. Comme elle est mère de cinq enfants sans patrimoine (veuve), on fit miroiter à ses yeux les plus belles perspectives de gain, allant même jusqu'à dire que des sommes de 10 000 marks et plus ne joueraient aucun rôle. Elle devait exercer son activité à Prague et elle avait sur elle toute une documentation faisant conclure à une formation spécialisée.

b) A l'occasion de la présentation des passeports le Guépéou jeta également son dévolu sur dame Elisabeth Kreutel dont le mari était orthopédiste à Tchernowitz. Elle devait faire en Saxe de l'espionnage pour le compte de la Russie. Elle aussi avait sur elle une importante documentation de formation qu'elle soumit à la contre-mine allemande.

Cette énumération d'exemples avec preuves à l'appui, pourrait s'étendre à des centaines de cas, car il est établi d'après les évaluations les plus prudentes que le Guépéou s'est adressé à 50 % environ des transférés pour les contraindre sous la pression de menaces ayant le caractère de chantage ou par des promesses pharamineuses d'argent à la collaboration désirée.

Mais le Guépéou ne s'est pas borné à tenter par l'emploi des moyens les plus répréhensibles de faire de oes Allemands des traîtres à leur pays, ces organes ont eu jusqu'au front de dévaliser ces gens dans de nombreux cas et de leur voler papiers d'identité, sommes d'argent et objets de valeur. Nous avons dans seize cas la preuve que la soustraction de pièces a eu lieu pour l'équipement d'agents de l'espionnage russe. Dans six cas il y a même présomption grave que le Guépéou a fait passer de vie à trèpas des membres de la minorité allemande en vue d'utiliser leurs papiers pour couler clandestinement, en contrebande, ses agents dans le Reich.

2) Représentations diplomatiques soviétiques, centres des Services de renseignements économique, politique, militaire contre le Reich aux fins très nettes de préparer la guerre.

Depuis la conclusion du Pacte, le Service spécial d'espionnage russe a travaillé d'une façon presque provocante. Déjà sans retenue dans l'application de ses méthodes usuelles, il alla jusqu'à se servir largement, pour ses mouchardises, des représentations diplomatiques de la Russie dans le Reich — et, à leur tête, de l'Ambassade russe à Berlin. Lorsqu'il y a quelque temps, l'Ambassadeur d'alors Schkwarzew fut rappelé de Berlin pour y être remplacé par Dekanasow, ce changement de titulaire fut le point de départ d'une intensification encore plus active du cafardage sous forme de renseignements politiques, économiques et militaires. Dekanasow, un familier de Staline était en Russie directeur de la section de renseignements du NKVD (Commissariat russe du peuple pour l'intérieur) dont le Guépéou fait partie

comme section spéciale d'espionnage. La mission qui lui avait été confiée à Moscou consistait à avoir accès dans les services du Reich grâce à un réseau d'hommes de confiance qu'il fallait développer et surtout à se procurer des rapports sur la force militaire et les plans d'opérations du Reich. Son fidèle auxiliaire était le membre du Guépéou Kobuloff soi-disant « Conseiller d'Ambassade », qui déployait une intense activité dans le domaine de l'espionnage en utilisant sans vergogne l'exterritorialité dont il bénéficiait. Le but que l'espionnage russe se proposait en Allemagne était, indépendamment de l'obtention de renseignements militaires, d'arriver à connaître les intentions politiques du Gouvernement du Reich et, par le développement d'installations clandestines d'émetteurs de TSF en de nombreux endroits d'Allemagne, de disposer de postes avertisseurs à même de transmettre à l'aide d'un subtil langage chiffré toutes les nouvelles importantes pour la Russie. Il y avait donc depuis 1940 de vastes préparatifs de mobilisation dans le domaine de l'espionnage, préparatifs réalisés au moyen de ressources pécuniaires dont on ne saurait se faire une idée. (Le service de contre-mine allemand put intervenir à temps.)

L'expérience que l'on avait acquise que la pression croissante de l'espionnage russe se faisait surtout sentir dans les régions de l'Est de l'Allemagne — et ici en première ligne dans le Gouvernement général ainsi que dans le Protectorat — fut la raison pour laquelle on accorda une attention particulière à ces régions dangereuses. Et l'on put encore relever qu'un membre du Consulat général de Russie à Prague, Leonid Mochow, était le « spiritus rector » d'un réseau d'espionnage russe que le Guépéou avait monté dans le Protectorat. On avait contraint d'anciens soldats de la légion tchèque qui avaient combattu du côté polonais dans la campagne de Pologne et avaient été surtout recrutés dans les milieux des affiliés de l'ancien Parti communiste de Tschécoslovaquie et qui après l'effondrement de la Pologne avaient été entraînés en captivité en Russie. On avait forcé ces hommes à entrer au service de l'espionnage russe et surtout on leur avait enseigné à se servir des émetteurs clandestins. On envoyait ces gens avec de faux papiers d'identité dans le Protectorat, où ils travaillaient sous la direction dudit Mochow. Lorsque la police intervint, on put arrêter plus de 60 personnes de cette organisation russe et confisquer une douzaine d'installations d'émetteurs clandestins qui fonctionnaient déjà. (NB: ce réseau travaillait en toute indépendance de l'appareillage

organisé dans le Protectorat par le Komintern. Voir chiffres 1, 2.)

Entretemps Kobuloff, Conseiller d'Ambassade russe à Berlin et fonctionnaire du Guépéou réunis en une seule et même personne, n'avait pas été non plus inactif dans cette ville. Il n'est pas sans intérêt d'invoquer ici le dire d'un ancien diplomate yougoslave peu suspect de germanophilie, à savoir le colonel Vauhnik, en son temps attaché militaire à Berlin. Faisant allusion à l'auxiliaire de l'Attaché militaire russe à Berlin, le colonel Korniakow, Vauhnik déclarait que ce dernier s'occupait exclusivement du service de renseignements — en y mettant tout l'argent que l'on pouvait désirer. Ce que Kobuloff se proposait comme chef de file de connivence avec l'attaché militaire russe Tupikow et son adjoint Skornjakow, c'était de créer dans la capitale du Reich ainsi que dans toutes les villes importantes de celui-ci des installations d'émetteurs clandestins pour la transmission de renseignements.

Nous ne voulons citer que les deux cas suivants empruntés à la volumineuse documentation dont on dispose sur l'activité de ces messieurs ainsi que de leurs collaborateurs:

a) Le maître-boulanger Wietold Pakulat, de Mariampol, en Lituanie, membre du « Kulturbund » allemand de Lituanie, qui avait des parents dans le Reich — surtout à Berlin — fut un jour cité à comparaître devant le Guépéou de Kowno. Et là on le menaça de lui faire un procès pour espionnage. Son appartenance au « Kulturbund » et le fait qu'il s'était rendu à plusieurs reprises de Lithuanie en Allemagne pour aller voir son frère à Memel, suffisait au Guépéou pour instruire contre lui une procédure policière d'espionnage. On ne promit l'impunité à cet homme terrifié qu'au cas où il se déclarerait prêt à transférer ses pénates à Berlin comme soi-disant réfugié de minorité allemande et à y opérer pour la Russie conformément aux instructions qu'on lui donnerait. Abandonnant femme et enfants, demeurés comme otages dans les mains du Guépéou, il partit pour le Reich. La menace de représailles, le Guépéou ayant le bras fort long, et pouvant l'atteindre sûrement à Berlin en cas de trahison, l'accompagna, lui aussi, comme viatique. Mais, en dépit de cette mesure d'intimidation et bien qu'il eût laissé les siens à la discrétion du Guépéou, ce membre de l'ethnie allemande a eu, lui aussi, conscience de son devoir et s'est mis en rapport avec la Sûreté générale.

On réussit ainsi à contrecarrer toutes les intentions des Russes par une parade qui échappait à ceux-ci et à contrôler dès le début leur activité. A Berlin, Pakulat ne cessa de recevoir directives et ordres par le canal d'un intermédiaire de l'Ambassade russe, membre du Guépéou. Il dut louer un logement dans cette ville, logement dans lequel le Guépéou monta une grande installation d'émetteurs clandestins. Il dut, de plus, toujours sur l'ordre des Russes, reprendre un petit hôtel avec brasserie pour en tenir des pièces comme pied-à-terre à la disposition des agents et des courriers russes de passage à Berlin. On l'accablait de missions, lui enjoignant de nouer des relations avec des ouvriers spécialisés de l'industrie des armements pour en obtenir une documentation révélatrice. Le service d'espionnage russe envisageait de propos délibéré une préparation à la guerre qui, indépendamment de l'indication de nombreux buts pour les futurs bombardements aériens, s'étendait également à l'établissement de cachettes discrètes sur les places et dans les promenades publiques, cachettes dans lesquelles on pouvait tenir à la disposition de ceux qui venaient les chercher la documentation de trahison et les moyens de sabotage.

Rien que dans cette affaire le Guépéou a dépensé une centaine de mille marks pour effectuer tous les préparatifs que nous venons d'esquisser succinctement. Pour son installation d'émetteurs clandestins, le service de renseignements russe a gagné par l'intermédiaire de Pakulat un opérateur allemand de TSF de la maison Siemens, opérateur que la Sûreté générale a mis à sa disposition par une habile contre-mine. Le service de renseignements russe croyait dur comme fer que Pakulat avait enrôlé entretemps une soixantaine d'Allemands constituant un réseau sûr d'hommes de confiance qui, indépendamment de leur besogne dans le domaine de l'espionnage, devaient semer la démoralisation. Ce réseau que la contre-mine allemande dirigeait, s'étendait déjà jusqu'à Königsberg, où l'on commençait précisément maintenant à indiquer sur le plan de la ville les entreprises importantes au point de vue militaire.

b) On a également découvert à Berlin un autre cas d'odieux chantage aux dépens d'un Allemand du Reich. Cet Allemand, dont pour des motifs compréhensibles on ne saurait encore révéler le nom maintenant, était né à Pétersbourg et se fixa définitivement à Berlin en 1936 après des séjours répétés en Allemagne. Il s'était marié en Russie d'après le droit russe. Une fille était issue du mariage. Comme, d'après

le droit russe, son épouse était restée ressortissante russe, il ne lui était pas permis de l'amener en Allemagne. De Berlin, il ne cessa, avec l'appui du Ministère des Affaires Étrangères, de chercher à obtenir les papiers d'identité nécessaires pour arriver à la reconnaissance de son mariage conformément à la loi allemande. Comme il était atteint d'une grave affection pulmonaire et que, déjà pour ce motif, il tenait beaucoup à être réuni aux siens, il ne lui resta que de se rendre lui-même une fois encore à Pétersbourg pour y obtenir les papiers nécessaires et permettre ainsi à sa femme et à son enfant de venir enfin en Allemagne. Il commença par s'adresser à l'agence de voyage russe « Intourist » et la pria de lui procurer les pièces nécessaires pour pouvoir rentrer en Russie. Lorsque le directeur de ce bureau, le Russe Schachanow s'aperçut par la conversation de cet homme malade qu'il était très inquiet du sort de sa famille, il se mit à user à son égard d'une tactique de la plus vile bassesse. Schachanow laissa entrevoir à son interlocuteur la possibilité de se rendre à Pétersbourg sous la condition qu'il se prêterait à trahir l'Allemagne. Schachanow ne cessa d'insister auprès de ce désespéré qui pensa à en finir avec la vie. Schachanow ne cessait de jouer la bonne carte qu'il avait en main, la femme et l'enfant demeurés à Pétersbourg, laissant même entrevoir que le Guépéou les détenait comme otages. L'Allemand finit par se confier à la police allemande. Sur ses indications il feignit de déférer au désir de Schachanow, l'agent du Guépéou. Il loua, sur l'ordre de ce dernier, un grand appartement où devait être également installé un émetteur clandestin.

Pour compléter le tableau, disons que l'accord le plus étroit régnait en la circonstance entre Schachanow et le soi-disant Conseiller d'Ambassade Kobuloff.

c) A la suite d'une surveillance serrée exercée sur le spécialiste en TSF de l'Ambassade russe à Berlin, spécialiste qui, à diverses reprises, avait fait une apparition à Dantzig, on a pu, ici encore, — en « faisant contre » comme aux cartes — aboutir à l'installation d'un émetteur clandestin avec réseau obligatoire d'hommes de confiance dans les domaines politique et économique. Et, une fois de plus, par une plainte portée à temps par les frères Formella, bourgeois de Dantzig, qui, eux aussi, étaient poussés de force dans le service du Guépéou, le succès de l'espionnage russe se trouva contre-carré.

On pourrait poursuivre à l'infini cette série d'exemples, le service de renseignements russe ayant procédé de même

manière dans toutes les villes allemandes qui lui paraissaient intéressantes.

V. Incidents de frontière

Pour terminer il faut encore faire remarquer que du côté des Soviets on n'a cessé de provoquer, et depuis février 1941 à un rythme accéléré, des incidents de frontière, véritables cauchemars des populations frontalières de l'Est. Meurtres prémédités à coups de fusil de ressortissants allemands et fusillades ininterrompues dirigées contre le territoire allemand se succédèrent en séries interminables.

VI. Résumé

Toute l'activité que l'Union des Soviets dirige contre l'Allemagne nationale-socialiste, montre — à la lumière d'exemples nommément indiqués et tirés de la volumineuse documentation dont on dispose — avec quelle ampleur la puissance voisine se livrait à des menées illégales de désagrégation, de sabotage, de terreur et d'espionnage préparatoire à la guerre et cela sur le triple plan militaire, économique et politique.

Après la conclusion du Pacte consultatif et de non-agression du 23 août 1939 ces efforts hostiles bien loin de diminuer, n'ont, au contraire, fait que gagner en ampleur et en violence.

Signé . Heydrich